

→ **Transversal**
2001



→ Transversal 2001

- 001 ●
- 002 ●
- 003 ●
- 004 ●
- 005 ●
- 006 ●
- 007 ●
- 008 ●
- 009 ●
- 010 ●

*Indicateurs internationaux
et mise en perspective de l'économie française*

→ Une publication de
l'Institut de l'Entreprise
avec le concours de Rexecode

*International Indicators
Putting the French Economy into Perspective*

→ An Institut de l'Entreprise
Publication
Compiled with Rexecode



institut de l'entreprise

La rédaction de cette plaquette a été achevée à la fin novembre 2000

© Institut de l'Entreprise, 2001

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution
réservés pour tous les pays

Directeur de la publication : Jean-Pierre Boisivon, Délégué général de l'Institut de l'Entreprise

This publication was finalized at the end of November 2000

© Institut de l'Entreprise, 2001

*All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, translated,
adapted or used without permission in writing from the publisher*

Directeur de la publication: Jean-Pierre Boisivon, Délégué général de l'Institut de l'Entreprise

sommaire / summary

De la difficulté d'être moyen...	9
<i>On the difficulty of being average...</i>	11
Trente indicateurs pour situer la France	13
<i>Thirty Indicators to Put France in Context</i>	16
Croissance/<i>Growth</i>	
Taux de croissance du PIB (en %) <i>GDP Growth Rate (%)</i>	18
Taux de croissance du PIB par habitant (en %) <i>Per Capita GDP Growth (%)</i>	20
Ecarts de taux de croissance du PIB par rapport à l'Union européenne <i>GDP Growth Rate Differentials with Agregate European Union's Growth Rate</i> ..	22
Productivité/<i>Productivity</i>	
Productivité par tête (en %) <i>Per Capita Productivity (%)</i>	24
Coûts horaires/<i>Costs per Hour</i>	
Coûts horaires de la main-d'œuvre <i>Labor Costs per Hour</i>	26
Investissement/<i>Investment</i>	
Taux d'investissement en valeur des entreprises (en %) <i>Corporate Nominal Investment Rate (%)</i>	28

Parts de marché à l'export/Export Market Shares

Parts de marché à l'exportation (en %)
Export Market Shares (%) 30

Emploi total/Total Employment

Taux d'emploi total (en %)
Total Employment Rate (%) 32

Emploi privé/Private Sector Employment

Taux d'emploi privé (en %)
Private Employment Rate (%) 34

Emploi public/Public Sector Employment

Part de l'emploi public dans l'emploi total (en %)
Share of Public Employment in Total Employment (%) 36

Dépenses publiques/Public Spending

Poids des dépenses publiques dans le PIB (en %)
Public Spending Share in GDP (%) 38

Épargne des ménages/Households' Savings

Taux d'épargne des ménages (en %)
Households' Savings Rate (%) 40

Chômage/Unemployment

Taux de chômage (en %)
Unemployment Rate (%) 42

Inflation/Inflation

Taux d'inflation (en %)
Inflation Rate (%) 44

Taux d'intérêt/Interest Rates

Taux d'intérêt nominaux à court terme
Nominal Short-Term Interest Rates 46

Taux d'intérêt nominaux à long terme <i>Nominal Long-Term Interest Rates</i>	48
 Croissance/<i>Growth</i>	
Taux de croissance moyen du PIB, du PIB par habitant et de la productivité par tête de 1985 à 1999 <i>Average Growth Rate for GDP, Per Capita GDP and Per Capita Productivity, 1985 to 1999</i>	50
 Démographie et développement/ <i>Population and Development</i>	
Indicateurs démographiques et de développement <i>Population and Development Indicators</i>	52
 Activité et chômage/<i>Labor Force Participation and Unemployment</i>	
Indicateurs d'activité et de chômage <i>Labor Force Participation and Unemployment Indicators</i>	54
 Education/<i>Education</i>	
Indicateurs d'éducation <i>Education Indicators</i>	56
 Recherche-développement/<i>Research and Development</i>	
Indicateurs de recherche-développement <i>Research and Development Indicators</i>	58
 Prélèvements/<i>Fiscal and Parafiscal Levies</i>	
Principaux prélèvements obligatoires <i>Fiscal and Parafiscal Levies</i>	60
 Minima sociaux/<i>Minimum Wages</i>	
Salaire minimum et Taux de syndicalisation <i>Minimum Wage and Unionization Rate</i>	62

Technologies de l'information/Information Technologies

Dépenses en technologies de l'information, taux de connexion et taux d'équipement <i>Information Technologies Spending, Connection Rates, and Computer Equipment Rates</i>	64
Dépenses en recherche et développement dans l'industrie et les services de TIC <i>Research and Development Spending in ICT Industries and Services</i>	66
Recettes des opérateurs publics de télécommunication (OPT) <i>Public Telecom Operators' Income</i>	68

De la difficulté d'être moyen...

Voici donc la deuxième production, actualisée à 1999, des indicateurs qui permettent de comparer les performances de plusieurs pays industriels de référence dans le monde. Deux novations à cette batterie de chiffres concernant les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ainsi que les Pays-Bas et la Corée du Sud. Transversal 2001 est désormais bilingue et l'on ne nous en voudra pas d'avoir ajouté la langue véhiculaire de la compétition économique à la nôtre qui présente sans doute davantage de finesse mais désormais moins de transversalité. En deuxième lieu, les fameuses technologies de l'information et de la communication (TIC) font leur apparition dans les tableaux établis par Rexecode. Il est clair que l'Europe n'arrive pas encore à maîtriser aussi bien que les Etats-Unis qui y règnent en maître ce nouveau secteur. Pour les uns, les nouvelles technologies de l'information et de la communication constituent une révolution industrielle, voire une véritable révolution économique porteuse d'une nouvelle croissance durable. D'autres voient dans des facteurs économiques plus classiques tels que la confiance, la libéralisation des marchés et leur stimulation par la concurrence, la fin de l'inflation, les facteurs du renouveau américain et dans une bien moindre mesure européen. Certains enfin, et ils n'ont probablement pas tort, trouveront dans le regain de croissance de ces dernières années le résultat d'une alimentation de nos économies par une énergie (temporairement ?) trop bon marché.

Dans le domaine de la nouvelle économie en tout cas, les chiffres publiés ici font litière du paradoxe de Solow qui déclarait en 1987 que l'on voyait des ordinateurs partout sauf dans les statistiques.

Mais le plus important n'est pas forcément là. Le tableau des dépenses des entreprises privées en technologies de l'information démontre qu'il faut relativiser la part des TIC dans les comparaisons économiques. Elles ont certes commencé à jouer un rôle déterminant dans la concurrence, la baisse des prix (par suppression de nombreux intermédiaires) et la réduction des stocks, mais elles n'expliquent qu'une partie des écarts de croissance qui continuent à exister entre les Etats-Unis et l'Europe. Le premier paradoxe reste bien celui-là. L'Europe continue à avoir un comportement « moyen » par rapport aux Etats-Unis, avec un différentiel de croissance maintenu à environ 1,5 point. Comme si les entreprises européennes avaient passé leur temps à se restructurer, à mieux se gérer, sans se positionner suffisamment sur les nouveaux marchés porteurs, avec une exception pour les pays scandinaves, en raison de la qualité de leur système éducatif peut-être (et pour les Pays-Bas et le Danemark, d'une volonté partagée par tous les partenaires sociaux de faire croître plus rapidement la machine économique et de compenser des performances antérieures médiocres : cf. les rapports de la commission internationale

de benchmarking consacrés à ces deux pays). En revanche, nous faisons « au mieux » en France, en Allemagne et en Italie.

S'agissant plus précisément de notre pays, le bilan que l'on peut tirer des chiffres et des graphiques de Transversal 2001 permet de se référer une fois de plus à la vieille image du verre à moitié vide et du verre à moitié plein. Certes, nous ne faisons pas plus mal que notre grand voisin et compétiteur d'outre-Rhin, et pour la première fois depuis longtemps, notre taux de croissance en 1998 et 1999 nous situe légèrement au-dessus de la moyenne européenne. Notre commerce extérieur est suréquilibré (sans toutefois atteindre les sommets explorés par ce même voisin). Notre taux de chômage se résorbe grâce à un renouveau de croissance plus riche en emplois qu'auparavant. Mais en sens inverse, de nombreux petits pays européens font mieux que nous sur le moyen terme en matière de croissance, nos parts de marché à l'exportation continuent à se réduire, le nombre de brevets déposés chez nous reste très inférieur à ce qu'il est dans les autres grands pays européens, ainsi d'ailleurs que notre taux d'investissement, malgré un certain redressement au cours de ces deux dernières années.

Bref, nous étions déjà un pays de taille moyenne selon certains, nous voici désormais dotés d'une croissance terriblement moyenne au sein d'un continent au comportement moyen dans un monde que continuent à dominer économiquement les Etats-Unis, tandis que certains pays d'Asie du Sud-Est redressent la tête.

L'Europe peut-elle accepter longtemps une telle place dans le concert des nations alors que la dynamique de sa création devrait progressivement la situer à un rang égal à celui des Etats-Unis? Quant à la France, pour donner un nouvel élan à l'Europe, peut-elle se contenter d'être l'élève moyen de la classe européenne alors qu'elle a su en d'autres époques en être le meilleur sujet pendant près d'une décennie? Telles sont les questions que pose ce monde décidément cruel vis-à-vis de ceux qui manquent d'ambition. L'une des formules de *l'Internationale* : « le monde va changer de base. Nous ne sommes rien, soyons tout » n'est-elle pas en train de prendre un petit coup de jeune?! L'Europe ne peut en effet se contenter de rattraper les Etats-Unis en termes de croissance. Donner une dimension humaine à la mondialisation, c'est assortir cette croissance d'une dose suffisante de solidarité et d'éthique sans freiner le moteur économique, c'est généraliser un modèle qui permette à la planète de se réconcilier avec un libéralisme tempéré, nouvelle religion des temps modernes. Mais c'est probablement aussi donner du sens à la vie en dehors de la sphère économique. Vaste programme dont on n'a pas fini de parler...

Bernard Esambert

On the Difficulty of Being Average...

This is the second issue, updated for 1999, of indicators designed to compare the performances of a number of industrial countries, using a benchmarking approach. Two changes have been introduced to the set of figures regarding the United States, Japan, Germany, France, and the United Kingdom, as well as the Netherlands and South Korea. Transversal 2001 is now a bilingual publication and we presume that none will hold against us the fact that we have added the vehicular language of economic competition to our own, no doubt superior in terms of "finesse", but inferior, nowadays, in terms of transversality. Secondly, information and communications technologies – the new (buzz words) – are now included in the tables drawn up by Rexecode. Europe clearly does not yet master ICTs as well as does not the United States, the unchallenged leader in the field. Some today feel that new information and communications technologies are engines for a genuine industrial revolution, perhaps even for an economic revolution that may yield new and sustainable growth. Others feel that more conventional economic factors such as confidence, market liberalization and the stimulus of competition, not to mention the end of inflation, are the factors behind renewed growth in the United States, and in a more modest fashion, in Europe. Others still – who may well be right – feel that the renewed growth of recent years may be due to the fact that our economies have been feeding on (temporarily?) overly cheap energy.

In any event, in the field of what has been called the "new economy", figures published here certainly do away with Solow's 1987 paradox, according to which computers showed up everywhere, except in statistics.

But that is not necessarily what is most important. The table on private sector IT spending shows that the share of ICTs in economic comparisons must be put into perspective. Such technologies have no doubt started to play a determining role in competition, lower prices (via the elimination of a number of intermediaries), and lower inventory levels, but they nevertheless can only explain away part of the persisting growth differential between the United States and Europe. Which continues to be the founding paradox. Europe is still displaying "average" performance compared to the United States, with a growth differential still at about 1.5 percentage points. As if European corporations had gone through the whole process of restructuring and of improving management modes without taking up sufficient positions on new and buoyant markets, with the exception of Scandinavian countries. This conception is perhaps due to the quality of their educational systems (and as far as the Netherlands and Denmark are concerned, to a will shared by all social partners to achieve faster economic growth and to make up for past poor performance, as shown by reports on these two countries drawn up by the International Benchmarking Committee). Conversely, France, Germany, and Italy are "making do".

As far as France is concerned, the picture that emerges from Transversal 2001's figures and graphs brings once more to mind the old joke about the donut and the hole. Clearly we are not doing any worse than our large neighbor and competitor on the other bank of the Rhine and, for the first time in a long while, our growth rate for 1998 and 1999 has set us slightly above the European average. Our foreign trade is more than balanced (without however reaching the same dizzy heights as our aforementioned neighbor.) Our unemployment rate is declining thanks to the resumption of a more job-intensive growth than had prevailed previously. Conversely, a number of smaller European countries are doing better than we are in terms of medium-term growth, our export market shares are still declining, the number of patents filed in France remains far lower than in

the other leading European countries, as does our investment rate, which has however somewhat improved over the last two years.

In other words, we used to be an average-sized country, according to some reports, and we are now a country experiencing extremely average growth, set in a continent which is displaying average performance in a world that is still under the economic dominion of the United States, while some countries in South-East Asia are once again on an upward trend.

*Can Europe durably accept this rank in the concert of nations whereas the very dynamics of its union should gradually place it on par with the United States? And can France, in order to give fresh impetus to Europe, be content with being the average student in Europe's classroom, knowing that in the past it had succeeded to be the best student for almost a decade? Such are the questions asked of those lacking in ambition by a decidedly cruel world. Is not one of the lines from *The Internationale*, "The earth shall rise on new foundations/We have been naught, we shall be all" suddenly sounding terribly relevant?! Europe cannot indeed settle for catching up with the United States in terms of growth. Giving globalization a human dimension means providing this growth with enough of a dose of solidarity and ethics without putting the brakes on the economic drive. It means generalizing a paradigm that would allow our planet to come to terms with temperate liberalism, our modern age's new religion. But this would probably also involve giving meaning to life beyond the sphere of economics. A tall order, that we shall certainly have cause to come back to...*

Bernard Esambert

Trente indicateurs pour situer la France

La commission « Benchmarking » de l'Institut de l'Entreprise a réuni pour la seconde fois un ensemble d'indicateurs significatifs des performances comparées des grands pays. Transversal 2001 en présente l'évolution.

Un pays ne se résume certes pas à quelques indicateurs. Mais toute comparaison objective doit s'appuyer sur des données chiffrées. Les choix de l'an dernier ont été maintenus afin d'assurer la continuité de la comparaison. Comme l'an dernier, sept pays ont donc été retenus. Les cinq plus importants (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France et Royaume-Uni), auxquels deux autres ont été ajoutés, les Pays-Bas, qui ont fait l'objet du premier séminaire d'étude de la Commission "Benchmarking" de l'Institut, et la Corée du Sud, pays industriel récent mais dont le niveau de vie s'approche désormais des normes européennes. Les données sont tirées pour la plupart des comptes nationaux et comparaisons publiés par l'OCDE. Une première partie présente un ensemble de graphiques comparatifs de longue période (trente à quarante ans), la dernière année étant le plus souvent 1999. Cette partie concerne la croissance et le niveau de vie réel par habitant, le taux d'investissement (qui reflète l'effort de préparation de l'avenir), la compétitivité (part de marché à l'exportation), l'emploi et l'inflation. A ces données macroéconomiques s'ajoutent des indicateurs relatifs au poids du secteur des administrations publiques (en termes de dépenses et en termes d'emplois). Quelques variables financières complètent ce tableau : taux d'épargne des ménages, taux d'intérêt à court et à long terme. Une seconde partie propose des données chiffrées comparatives et leur évolution sur des périodes d'une dizaine d'années (démographie, éducation, recherche-développement, prélèvements fiscaux), ainsi que des tableaux comparatifs sur la « nouvelle économie ».

Alors que les Etats-Unis voient leur croissance économique retrouver le niveau des années soixante, et que le Japon s'enfonce dans un ralentissement tendanciel, l'Union européenne retrouve depuis le milieu des années quatre-vingt dix une tendance plus positive, voisine (en taux de croissance lissé sur six ans) de 2,5 % l'an. L'écart de croissance avec les Etats-Unis n'augmente plus, mais il se maintient aux environs de 1,5 point. La croissance française se redresse progressivement et se rapproche de la moyenne européenne. Les gains de productivité (accroissements annuels de la productivité du travail par personne employée) se redressent en Allemagne et aux Etats-Unis où ils sont proches de 2 % l'an. En France, les gains de productivité annuels restent voisins de 1,1 en 1999 dans le secteur marchand. La contrepartie positive est un enrichissement de la croissance en emplois, qui implique un ralentissement du salaire moyen par tête. La part de l'emploi dans la population en âge

de travailler reste en France à un niveau très bas. Elle commence à se redresser très progressivement (en terme de moyennes annuelles) jusqu'en 1999. On sait que le mouvement s'est inversé en 2000. Sur la période 1985-1999, le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant en France reste le plus faible des sept pays étudiés.

Un dossier thématique réunit à la fin du document les principaux indicateurs de la « nouvelle économie ». En termes de diffusion des technologies de l'information et de la communication, la France est comme l'Allemagne et l'Italie, sensiblement décalée par rapport aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Les dépenses de recherche et développement dans l'industrie et les services liées aux technologies de l'information et de la communication reflètent un écart analogue. L'écart est similaire mais un peu moindre pour les dépenses de télécommunications rapportées au PIB.

Ces observations soulèvent plusieurs interrogations. En termes de croissance économique, la France faisait mieux que la moyenne de l'Union européenne du milieu des années soixante au début des années quatre-vingt. La perte de compétitivité due à l'accroissement des coûts au début des années quatre-vingt, puis le niveau très élevé des taux d'intérêt dans la première partie des années quatre-vingt dix ont transformé cet avantage de croissance en retard de croissance. Les bons résultats actuels de l'économie française sont encore trop récents pour être visibles sur la tendance. S'ils se prolongeaient plusieurs années, ils ramèneront la tendance de la croissance française sur sa ligne antérieure. Mais dans la période récente, la France a plutôt reperdu du terrain sur la moyenne européenne. Qu'en sera-t-il dans les années prochaines ?

Les gains de productivité par personne employée ont été longtemps plutôt élevés en France. Cette situation pouvait s'expliquer par la contrainte des hausses répétées et rapides du coût du travail. Les gains de productivité du travail se sont tassés relativement aux autres pays depuis le début des années quatre-vingt-dix. La modération salariale et la politique d'allègement des charges sociales décidée à partir de 1993 ont certainement contribué à ce résultat qui se traduit désormais par une croissance plus riche en emplois. Il semble bien que le régime de la croissance économique ait évolué en France. Les décennies soixante-dix et quatre-vingt ont été caractérisées par de fortes hausses du coût du travail et, de ce fait, par un effort de substitution du capital au travail. Dans le contexte d'une croissance de plus en plus modérée, ce mouvement a entraîné le chômage à la hausse. Dans les années quatre-vingt dix, grâce à la modération du coût du travail, le rythme de substitution du capital au travail a faibli (le taux d'investissement baisse et le contenu en emplois de la croissance augmente). Cependant, dans la première partie de la décennie, la croissance a été trop faible pour entraîner des créations d'emplois.

Dans la deuxième partie de la décennie, le retour à des conditions de taux d'intérêt et d'équilibre public plus normales permet le retour à la croissance. Comme cette croissance est en outre devenue plus riche en emplois, il en résulte de fortes créations d'emplois et une baisse du chômage.

La poursuite du mouvement suppose un effort d'investissement durable et soutenu et, surtout dans un contexte de diminution du temps de travail, une modération salariale de plusieurs années. Quelle sera l'évolution effective ?

Les origines de ce contexte sont lointaines et remontent à l'effort de désinflation des années quatre-vingt, à la baisse des taux d'intérêt et, plus récemment, à la création de l'euro. Cette tendance commence à peine à modifier certaines caractéristiques structurelles de l'économie française. Le taux d'emploi privé, qui rapporte le nombre des personnes employées dans le secteur productif au nombre total de personnes en âge de travailler remonte, mais il reste de loin le plus bas de tous les pays étudiés. Le poids de la dépense publique dans le PIB est et demeure le plus élevé.

Les indicateurs retenus confirment que la France qui a su se débarrasser de l'inflation, stabiliser sa monnaie et jouer ainsi un rôle crucial dans la formation de l'Union européenne, pourrait maintenant retrouver une croissance plus stable et plus forte. Mais ils confirment aussi la position encore atypique de l'économie française : niveau élevé de la dépense et de l'emploi publics, chômage en recul mais encore trop important.

La part de l'emploi privé dans la population en âge de travailler se situe plus de cinq points au-dessous de la moyenne de l'Union européenne, plus de dix points au-dessous de l'Allemagne et des Pays-Bas, plus de quinze points au-dessous du Japon, des Etats-Unis ou du Royaume-Uni.

La contrepartie de cette situation est un niveau exceptionnellement élevé du poids de la dépense publique (et des prélèvements obligatoires) dans le PIB. Ceci constitue une autre particularité française, sans doute liée à l'absence de fonds de retraite par capitalisation mais peut-être aussi à l'inquiétude persistante sur les finances publiques et le niveau toujours très élevé du taux d'épargne des ménages en France.

Les graphiques et tableaux comparatifs présentés ci-après ne manqueront pas de susciter des interrogations et des réactions. Leur objet est précisément d'éclairer et d'alimenter le débat public sur la position de l'économie française dans le monde.

Michel DIDIER

Thirty Indicators to Put France in Context

For the second time, the Institut de l'Entreprise's Benchmarking Committee has collected a set of indicators reflecting the relative performance of a number of major countries. Transversal 2001 aims to highlight trends emerging from the data.

Clearly, countries cannot be understood on the sole basis of a few indicators. Objective comparisons however need to be grounded in quantitative data. The same set of indicators as last year has been retained, in order to ensure comparison continuity. As was the case last year, seven countries have been focused on. The five leading countries (United States, Japan, Germany, France, and the United Kingdom), to which two more have been added: the Netherlands, which was the topic of the first seminar organized by the Institut de l'Entreprise's Benchmarking Committee, and South Korea, a recently industrialized country whose standard of living has now come quite close to Europe's. Data has been drawn mainly from national accounts and comparisons published by the OECD. The first section is made up of a number of graphs comparing long term trends (over thirty to forty years), and in most cases covering data up to 1999. This section focuses on growth and real per capita standard of living, investment rates (which reflect efforts made to prepare for the future), competitiveness (export market shares), employment, and inflation. In conjunction with this macroeconomic data readers will find a number of indicators reflecting the weight of central government (in terms of expenditure and employment). A number of financial variables supplement this emerging picture: households' savings rates, short and long term interest rates. The second section provides comparative quantitative data, in terms of trends over decades (demographics, education, research and development, tax burden), as well as comparative tables regarding developments in the "new economy".

Whereas in the United States growth is now at the same level it was in the sixties, and Japan is sinking into long term economic slowdown, since the mid-nineties the European Union has experienced a more positive trend, coming close to 2.5% annual growth, adjusted over a six-year period. Europe's growth gap with respect to the United States has ceased to grow, but is still at about 1.5 percentage point. In France, growth has gradually resumed, and is edging closer to the European average. Productivity gains (expressed in terms of annual labor productivity increases per employee) are moving upwards in Germany and in the United States where they total close to 2% per year. In France, annual productivity gains in the trading sector were still in the 1.1% range in 1999. The silver lining there has been an increase in job creation, and a subsequent slowing down of average per capita wage levels. In France, employment among the potential workforce remains at very low levels. It increased very gradually (in terms of annual averages) until 1999. In 2000, as we know, it dropped. Over the 1985-1999 period France's average annual per capita GDP growth was the lowest of all seven countries under review.

A special section at the end of this publication presents indicators for the "new economy". In terms of indicators reflecting the dissemination of information and communications technologies, France is significantly lagging behind the United States and the United Kingdom, as are Germany and Italy. Spending on research and development in manufacturing and services linked to information and communications technologies reflects similar gaps. As does, but to a somewhat lesser extent, spending on telecommunications as a share of GDP.

These observations give rise to a number of questions. In terms of economic growth, France did better than the average of European Union member states from the mid-sixties to the early

eighties. In the early eighties loss of competitiveness deriving from cost increases, and very high interest rate levels over the first half of the nineties then turned this growth edge into a growth lag. Recent good performance of the French economy is still too recent to show up in terms of trends. Should it persist over a number of years, it would put France back on to its previous growth path. Recently however France seems, if anything, to have lost ground with respect to European averages. But will this continue over the next few years?

For a long time, productivity gains per person employed were fairly high in France. This was probably due to the constraint of quick and recurrent rises in labor costs. Labor productivity gains have lagged with respect to other countries since the beginning of the nineties. Wage moderation and, as of 1993, a policy aimed to reduce social charges certainly contributed to this development, reflected in the higher job creation-intensity of recent growth. The pattern of economic growth does seem to have changed in France. The seventies and the eighties were marked by sharp increases in labor costs and consequently, by significant capital-for-labor substitution. In the context of ever slower growth, this led to an increase in unemployment levels. In the nineties, with labor cost moderation, the pace of capital-for-labor substitution abated (investment rates dropped and the job-creation intensity of growth rose). Over the first half of the nineties growth however proved too slow to generate any job creation. Over the second half, with the resumption of more normal interest rate levels and renewed fiscal equilibrium, France's economy was back on a growth path. As this growth is more employment-rich than was previously the case, there has been significant job creation, and a drop in unemployment levels.

To be sustainable, this trend requires significant and durable investment as well as wage moderation over a number of years, especially in view of the decrease in the number of hours worked. But will this actually happen?

The current situation stems originally from the disinflation policies of the eighties, as well as from the drop in interest rates, and the creation of the euro. The trend is barely beginning to generate change in some of the French economy's structural features. The private sector employment rate, which maps the number of people employed in the productive sector against the total potential workforce, is currently rising, but it is still by far the lowest of all the countries under review. The share of public spending in GDP is also still the highest.

The indicators presented here confirm that France has managed to shake off inflation, stabilize its currency, and thus play a crucial role in the shaping of the European Union, and that it may perhaps now enjoy more stable and stronger economic growth. But they also confirm the fact that the French economy is still fairly atypical, with high public spending and employment, and still all-too-high, albeit decreasing, unemployment levels.

Private sector employment, as compared to the total potential workforce is five points below average for the European Union, and over ten points below scores for Germany or the Netherlands, over fifteen points below levels computed for Japan, the United States, or the United Kingdom.

This translates into an exceptionally high GDP public spending burden (not to mention fiscal and parafiscal levies). This is yet another French specificity, no doubt linked to the lack of funded pension plans, but also to persistent fears regarding fiscal consolidation and the ever high level of household savings.

The graphs and tables contained in the following pages will no doubt elicit questions and responses. Their goal is precisely to stimulate and enlighten public debate on France's economy and its place in the world.

Michel Didier

Taux de croissance du PIB (en %)

croissance

Le produit intérieur brut (PIB) est la somme comptable de la consommation finale des ménages, de l'investissement des entreprises, de la consommation et de l'investissement publics, de la variation des stocks et des exportations nettes des importations de biens et services. Pour les pays industrialisés, le PIB est publié trimestriellement dans le cadre des comptes nationaux. Certains pays ne le publient qu'annuellement. Les pays en développement n'ont en général pas de comptes nationaux.

Le PIB peut s'exprimer en volume ou en valeur. Le PIB en volume est calculé à partir du PIB en valeur que l'on corrige de l'évolution des prix. Aussi le PIB en volume a-t-il l'avantage par rapport au PIB en valeur d'éliminer l'effet de l'inflation.

Le taux de croissance du PIB en volume est un indicateur central pour déterminer le rythme d'expansion d'une économie. Un taux de croissance positif du PIB en volume entre deux dates exprime que l'économie est en expansion. Un taux de croissance négatif indique que l'activité s'est au contraire contractée.

Les graphiques présentent le taux de croissance de chaque économie sous revue, lissé sur six ans de sorte à faire apparaître une tendance et gommer l'effet de la conjoncture.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.

GDP Growth Rate (%)

GDP is the accounting summation of households' final consumer spending, corporate investment, public consumption and investment, inventory change, and net exports of goods and services. In industrialized countries, GDP figures are published on a quarterly basis in the framework of national accounts. Some countries only publish this information once a year. There are no national accounts in most developing countries. GDP figures may be expressed in real or nominal terms. Real GDP figures are computed on the basis of nominal figures, adjusted for price developments. Real GDP figures are therefore an improvement over nominal figures insofar as they eliminate the impact of inflation.

Real GDP growth is a key indicator that helps determine the rate at which an economy is growing. Positive growth of real GDP between date A and date B means that the economy is expanding. Negative growth, conversely, means that output has shrunk.

The following graphs depict the rate at which the various economies under review have grown, smoothed by a six-year moving average so as to highlight trends and cancel out the impact of business cycles.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

Taux de croissance du PIB (%) (lissage sur 6 ans)
GDP Growth Rate (%) (six-year moving average)



→ Depuis 1993, le taux de croissance de l'Union européenne est inférieur à celui des Etats-Unis. Depuis 1997, le Japon croît moins vite que l'Union européenne, et affiche la plus mauvaise performance.

→ Since 1993, the European Union's growth rate has been lower than that of the United States. Since 1997, Japanese growth has been slower than that of the European Union, and Japan has been the poorest performer.

→ Les taux de croissance de la France, de l'Allemagne et des Pays-Bas sont proches. Depuis 1995, les Pays-Bas font mieux que l'Allemagne et la France.

→ Growth rates for France, Germany, and the Netherlands are close. Since 1995, the Netherlands has been performing better than Germany and France.

→ La position de la France s'est détériorée par rapport aux Etats-Unis et au Royaume-Uni depuis la fin des années 1970.

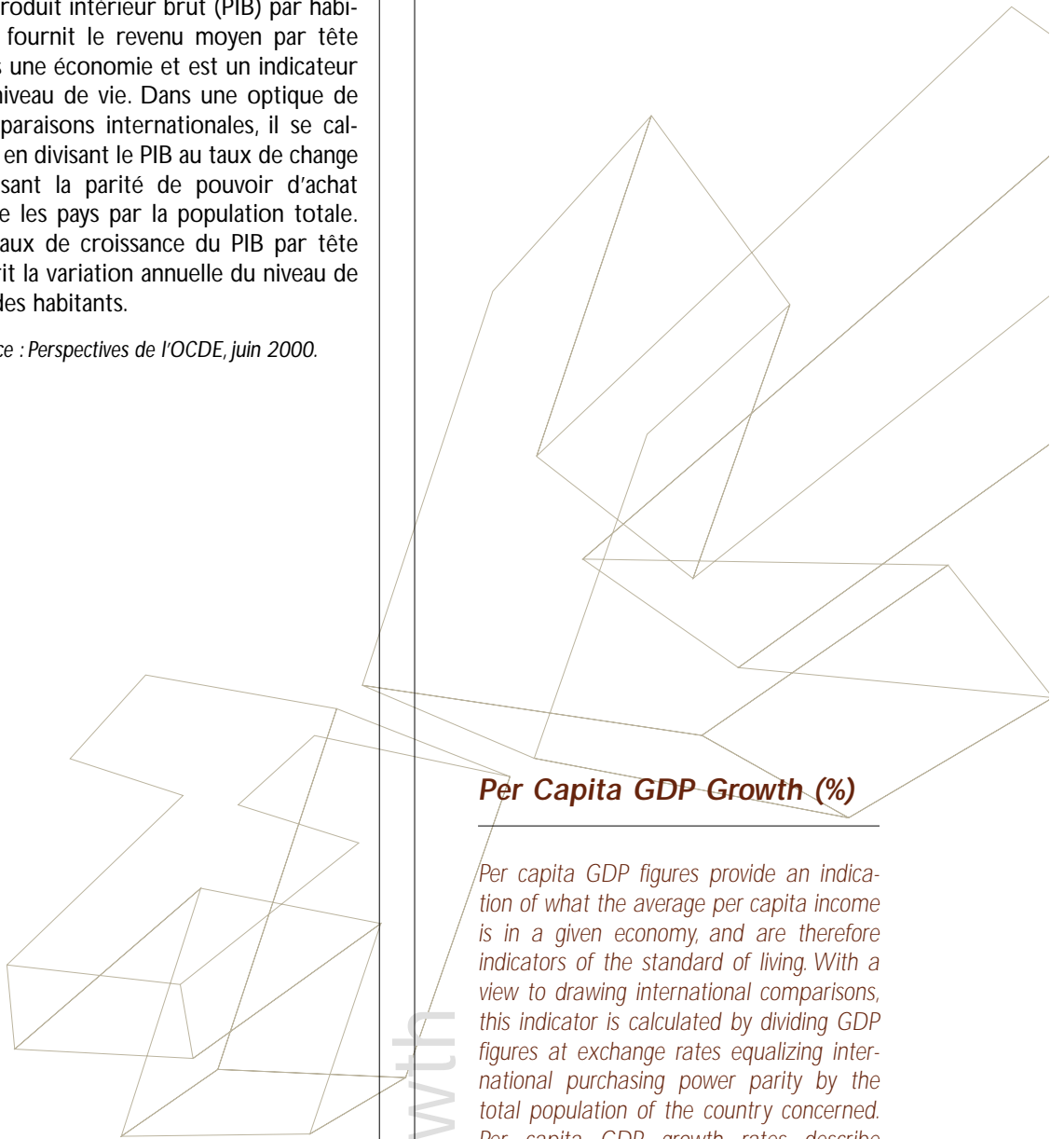
→ France's position has deteriorated with respect to the United States and the United Kingdom ever since the end of the seventies.

Taux de croissance du PIB par habitant (en %)

croissance

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant fournit le revenu moyen par tête dans une économie et est un indicateur de niveau de vie. Dans une optique de comparaisons internationales, il se calcule en divisant le PIB au taux de change égalisant la parité de pouvoir d'achat entre les pays par la population totale. Le taux de croissance du PIB par tête décrit la variation annuelle du niveau de vie des habitants.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.



Per Capita GDP Growth (%)

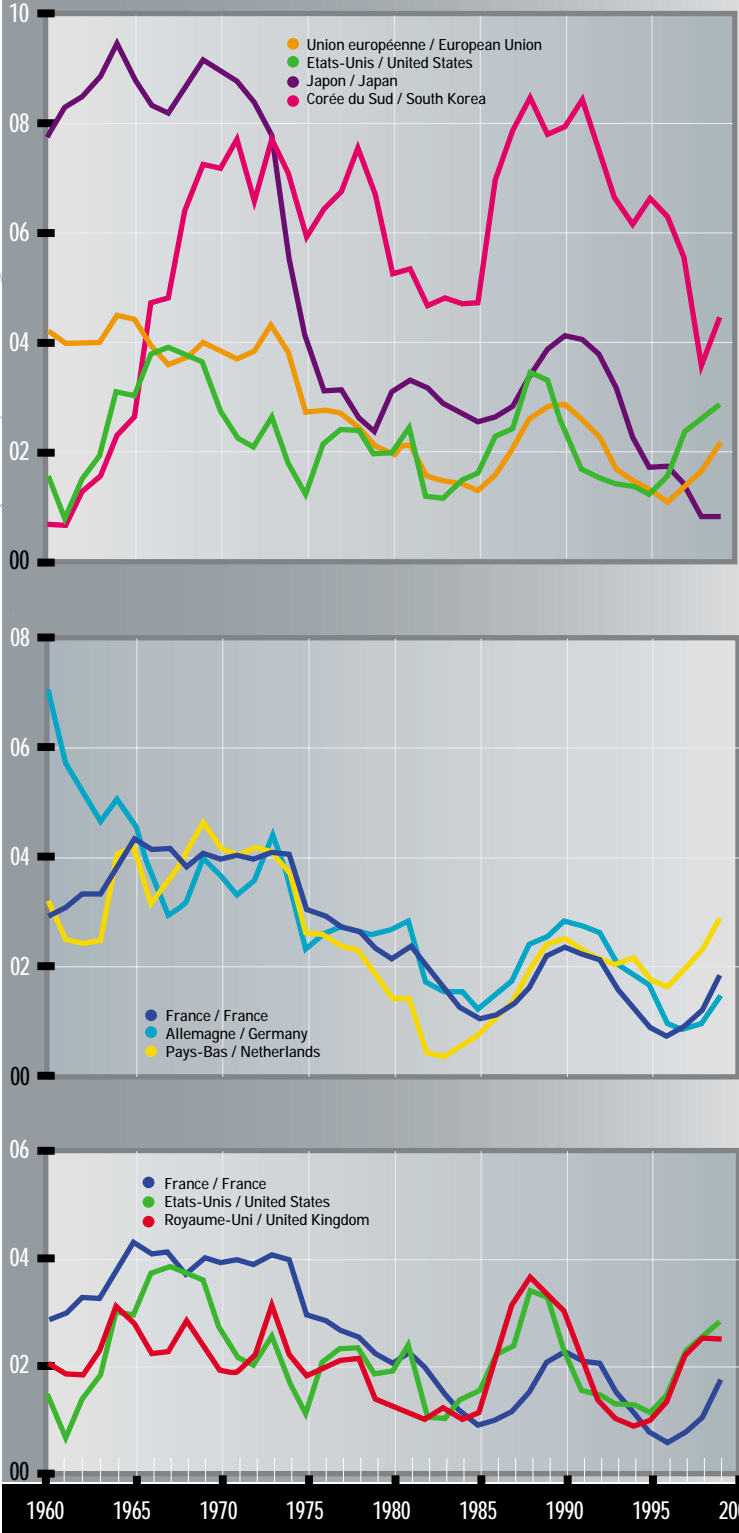
Per capita GDP figures provide an indication of what the average per capita income is in a given economy, and are therefore indicators of the standard of living. With a view to drawing international comparisons, this indicator is calculated by dividing GDP figures at exchange rates equalizing international purchasing power parity by the total population of the country concerned. Per capita GDP growth rates describe annual developments in the standard of living of the population concerned.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

growth

Taux de croissance du PIB par habitant
Per Capita GDP Growth

Taux de croissance du PIB par habitant (%) (lissage sur 6 ans)
Per Capita GDP Growth (%) (six-year moving average)



→ Le niveau de vie de l'Union européenne augmentait plus rapidement que le niveau de vie des États-Unis jusqu'en 1985. Au cours de la période récente, les États-Unis ont pris l'avantage sur l'Europe.

→ Until 1985 the standard of living improved faster in the European Union than in the United States. In recent years, the United States has overtaken Europe.

→ La France faisait mieux que la moyenne européenne dans les années 1960. Elle devance de peu l'Allemagne mais est nettement dépassée par les Pays-Bas.

→ France was doing better than the European average in the sixties. It is currently slightly ahead of Germany, but far behind the Netherlands.

→ Les États-Unis et le Royaume-Uni dépassent tendanciellement la France depuis une dizaine d'années.

→ In trend terms, the United States and the United Kingdom have been ahead of France for about a decade.

Écarts de taux de croissance du PIB par rapport à l'Union européenne

croissance

Les écarts de taux de croissance permettent d'apprécier la position relative des pays. La planche graphique ci-contre représente l'écart entre les taux de croissance de chacun des quatre pays européens et le taux de croissance de l'Union européenne. Les taux de croissance sont lissés sur six ans.

La croissance française était plutôt plus élevée que la croissance européenne moyenne jusqu'au début des années 1980. Depuis cette période jusqu'à la période toute récente, elle est demeurée inférieure à la moyenne européenne.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.

GDP Growth Rate Differentials with Agregate European Union's Growth Rate

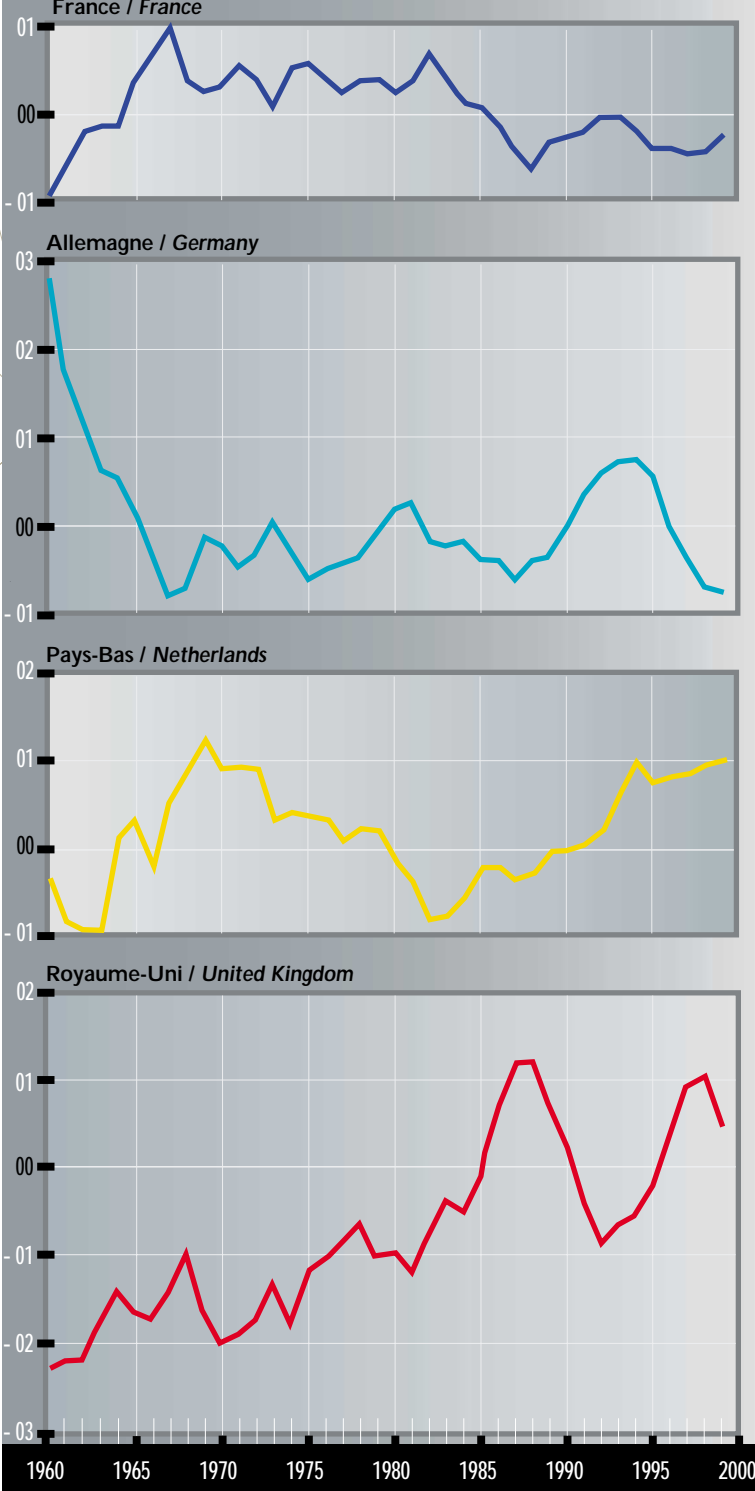
Growth rate differentials help assess countries' relative performance. The graphs reproduced on the opposite page plot the growth rate differentials of each of the four European Member States under review as compared to the figures for the European Union as a whole. Growth rates shown are smoothed by a six-year moving average.

France's growth was relatively stronger than average European growth until the early eighties. Since then, and until quite recently, it has lagged behind the European average.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

Ecart de taux de croissance du PIB par rapport à l'Union européenne
GDP Growth Rate Differentials with Aggregate European Union's Growth Rate

Ecart de taux de croissance du PIB par rapport à l'UE (%)
(lissage sur 6 ans)
GDP Growth Rate Differentials with European Union
Member States (%) (adjusted over six year periods)



→ Depuis 1994, la croissance de la France est inférieure à la croissance européenne. Cet écart s'est réduit en 1999.

→ Since 1994, France's economy has grown at a slower pace than Europe's in average. The differential shrank in 1999.

→ En 1992, la croissance allemande est devenue inférieure à la croissance européenne. L'écart tend à se stabiliser.

→ In 1992, German growth underperformed the European average. The differential seems to be on a stabilizing trend.

→ Les Pays-Bas élargissent leur avance sur la croissance européenne depuis le début des années 1990.

→ The Netherlands' positive differential with respect to the European average has been widening since the early nineties.

→ En 1999, la position du Royaume-Uni par rapport à l'Europe s'est détériorée pour la première fois depuis 1993.

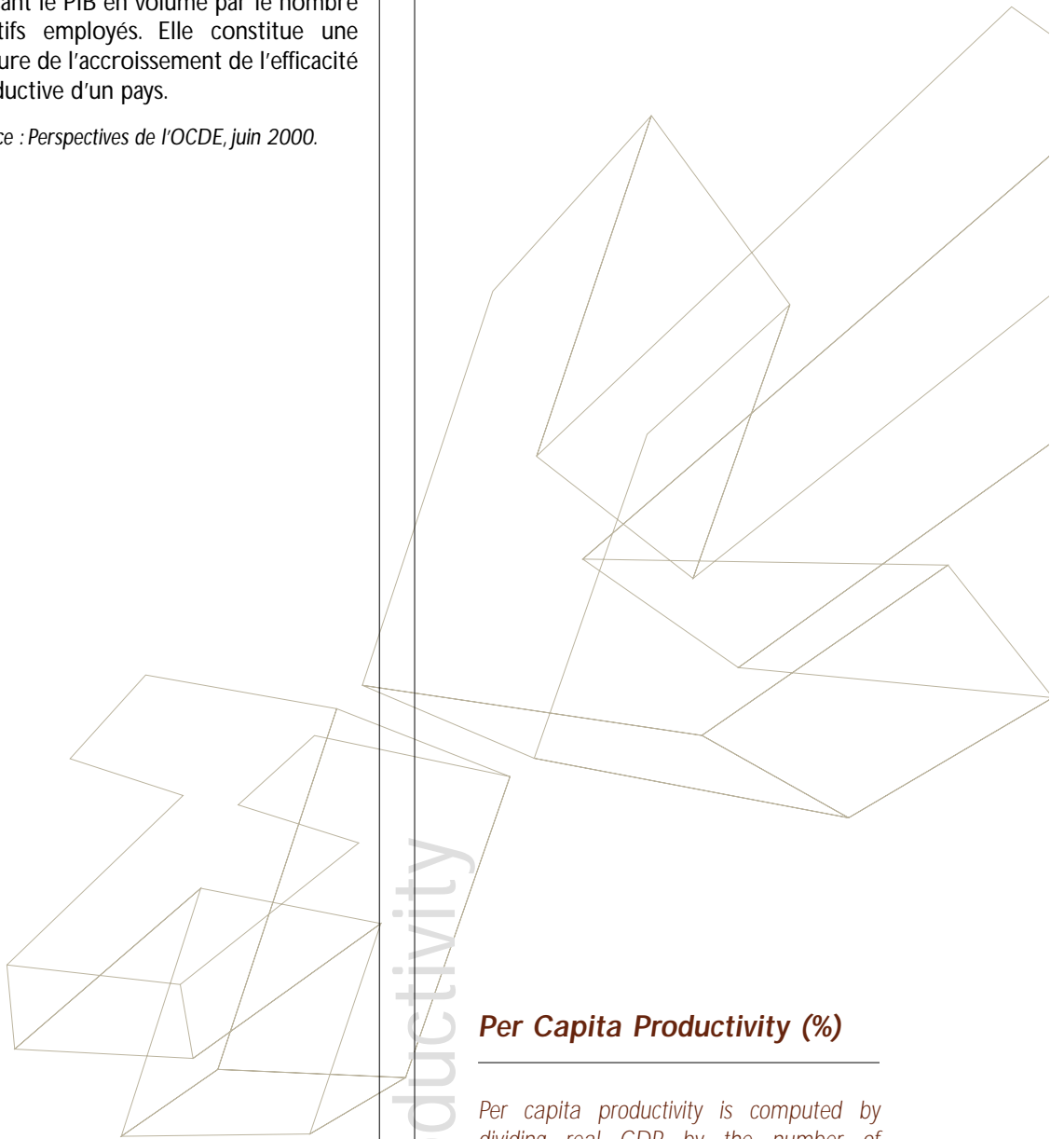
→ In 1999, the United Kingdom's position vis a vis Europe deteriorated for the first time since 1993.

Productivité par tête (en %)

productivité

La productivité par tête se calcule en divisant le PIB en volume par le nombre d'actifs employés. Elle constitue une mesure de l'accroissement de l'efficacité productive d'un pays.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.



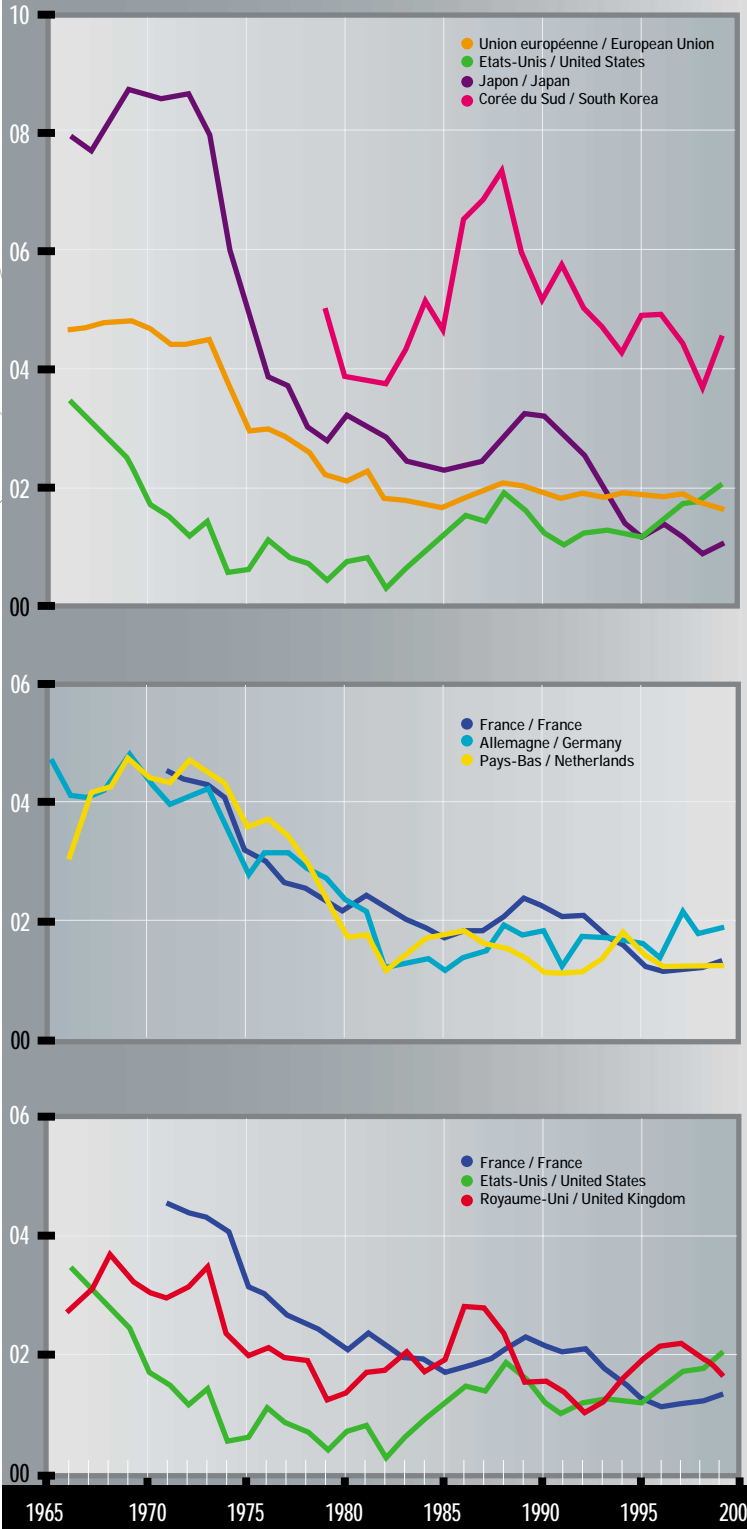
Per Capita Productivity (%)

Per capita productivity is computed by dividing real GDP by the number of employed workers. This is a measure of the increase in domestic productive efficacy.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

productivity

Productivité par tête (%) (lissage sur 6 ans)
Per Capita Productivity (%) (six-year moving average)



→ L'Union européenne occupe une position inférieure à la Corée et pour la première fois en 1999 aux Etats-Unis.

→ The European Union underperforms Korea and, for the very first time in 1999, the United States.

→ La France et les Pays-Bas convergent autour de la moyenne européenne de 2%. La productivité par tête en Allemagne devient plus forte.

→ France and the Netherlands are converging to the European average of 2%. Per capita productivity in Germany has become stronger.

→ Depuis 1995, la productivité par tête en France est inférieure à celle des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

→ Since 1995, France's per capita productivity has been lower than that of the United States and the United Kingdom.

Coûts horaires de la main-d'œuvre

coûts horaires

Le coût horaire de la main-d'œuvre est tiré des estimations d'Eurostat, publiées dans son enquête quadriennale. Les données pour les pays non européens ne sont pas exactement comparables, mais leur prise en compte rend une meilleure vue d'ensemble.

L'enquête Eurostat porte sur des unités locales de dix salariés et plus dans l'industrie et les services. Le terme « coût de la main-d'œuvre » fait référence aux dépenses consenties par les employeurs pour employer les salariés. Ces coûts se divisent en deux catégories principales, les coûts directs (rémunération directe, prime non périodique) et les coûts indirects (charges salariales à la charge de l'employeur). Le nombre d'heures utilisé dans le calcul est le nombre d'heures payées.

Source : Eurostat (pour les pays européens) et sources nationales (Etats-Unis, Japon, Corée du Sud).

Labor Costs per Hour

Labor costs per hour are derived from estimates drawn up by Eurostat and published in their quadriennial survey. Data for non-European countries are not directly comparable but taking them on board contributes to a better general overview.

The Eurostat survey focuses on local units with at least ten employees in both manufacturing and services. The term 'labor costs' is a reference to expenditure incurred by employers hiring workers to do specific tasks. Such costs can be broken down into two categories, ie direct costs (wages paid directly to employees, non-recurrent bonuses), and indirect costs (social charges borne by employers). For this computation, hours worked are defined as hours paid.

Source: Eurostat (for European countries) and domestic sources (for the United States, Japan, and Korea).

Coûts horaires de la main-d'œuvre (France = 100)
Labor Costs per Hour (France = 100)



→ Le Japon dépasse les États-Unis depuis le début des années 1990.

→ Since the early nineties, costs in Japan have risen above costs in the United States.

→ Depuis la fin des années 1960, le coût de la main-d'œuvre est plus bas en France qu'en Allemagne, mais égal à celui des Pays-Bas depuis le début des années 1990.

→ Since the end of the sixties, labor costs have been lower in France than in Germany, but they have equaled labor costs in the Netherlands since the early nineties.

→ En revanche, en France les coûts de la main-d'œuvre sont tendanciellement supérieurs à ceux du Royaume-Uni et de l'Italie.

→ Conversely, labor costs in France are in trend terms higher than in the United Kingdom or in Italy.

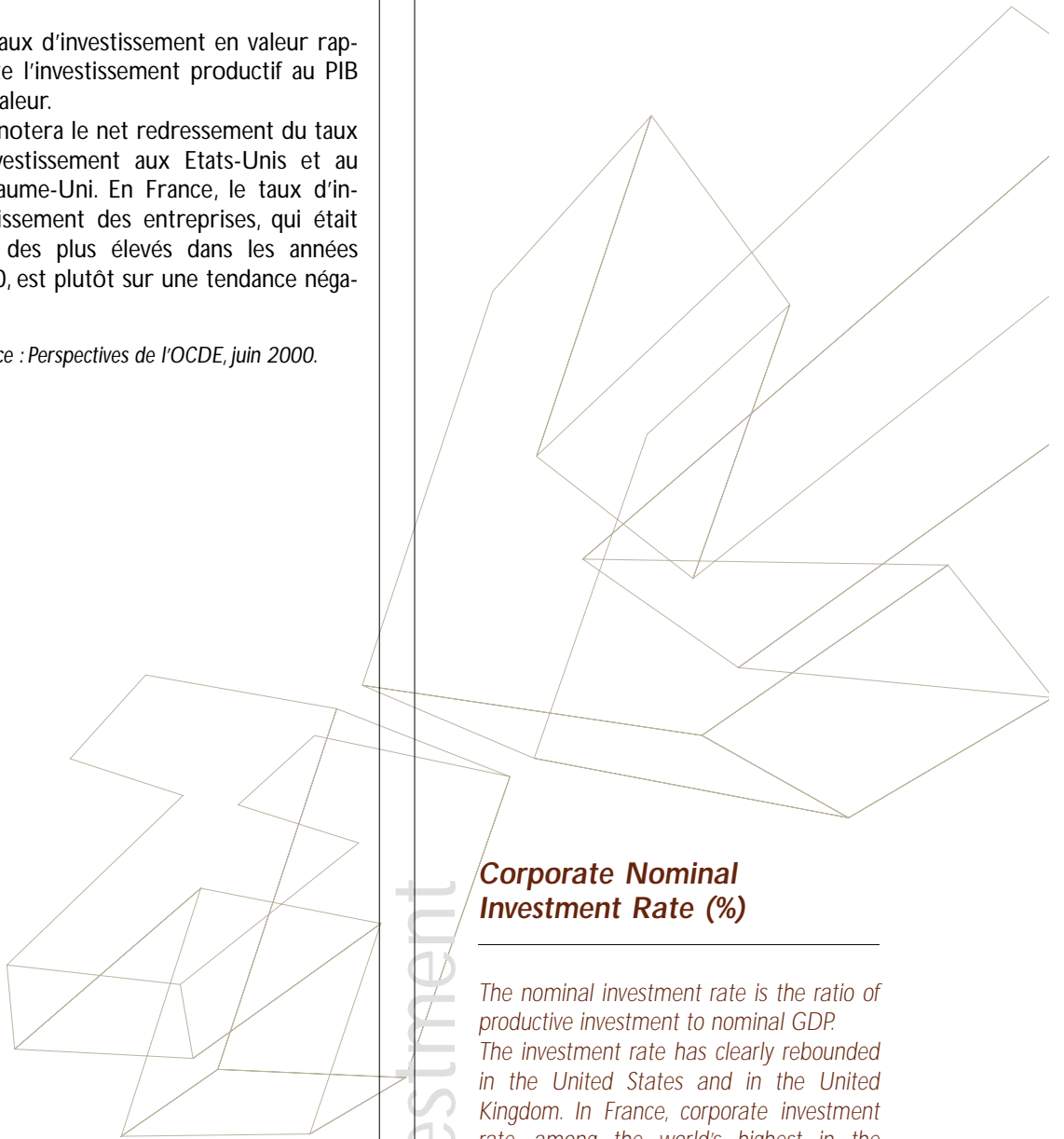
Taux d'investissement en valeur des entreprises (en %)

investissement

Le taux d'investissement en valeur rapporte l'investissement productif au PIB en valeur.

On notera le net redressement du taux d'investissement aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. En France, le taux d'investissement des entreprises, qui était l'un des plus élevés dans les années 1960, est plutôt sur une tendance négative.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.



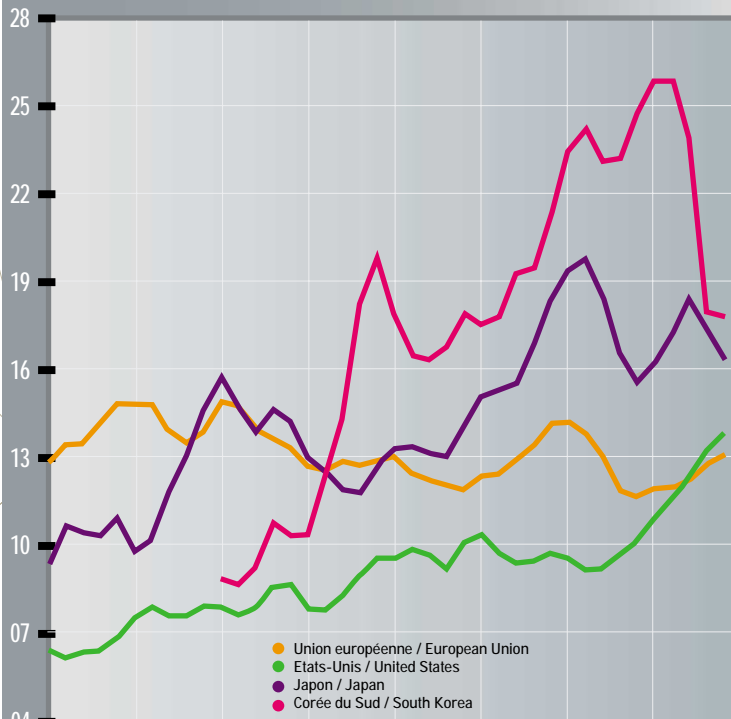
Corporate Nominal Investment Rate (%)

The nominal investment rate is the ratio of productive investment to nominal GDP.

The investment rate has clearly rebounded in the United States and in the United Kingdom. In France, corporate investment rate, among the world's highest in the sixties, seems to be experiencing a negative trend.

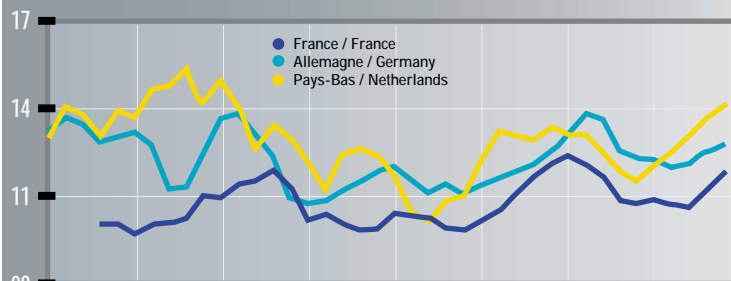
Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

Taux d'investissement en valeur des entreprises (%)
Corporate Nominal Investment Rate (%)



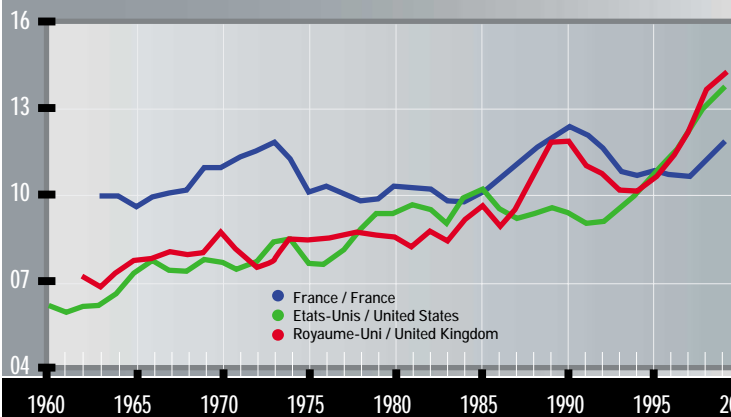
→ Le dynamisme de l'investissement des entreprises aux Etats-Unis est plus fort qu'en Europe depuis le début des années 1990. Le taux d'investissement en Asie est structurellement plus élevé.

→ Corporate investment in the United States has proved to be more buoyant than in Europe ever since the early nineties. Structurally, investment rates in Asia are higher.



→ En France, les entreprises investissent moins qu'en Allemagne et aux Pays-Bas, mais l'écart se réduit au cours des deux dernières années.

→ In France, businesses invest less than they do in Germany or the Netherlands, but the gap has been narrowing over the past two years.



→ La France se fait distancer par les Etats-Unis et le Royaume-Uni depuis 1994.

→ Since 1994, France has been lagging behind the United States and the United Kingdom.

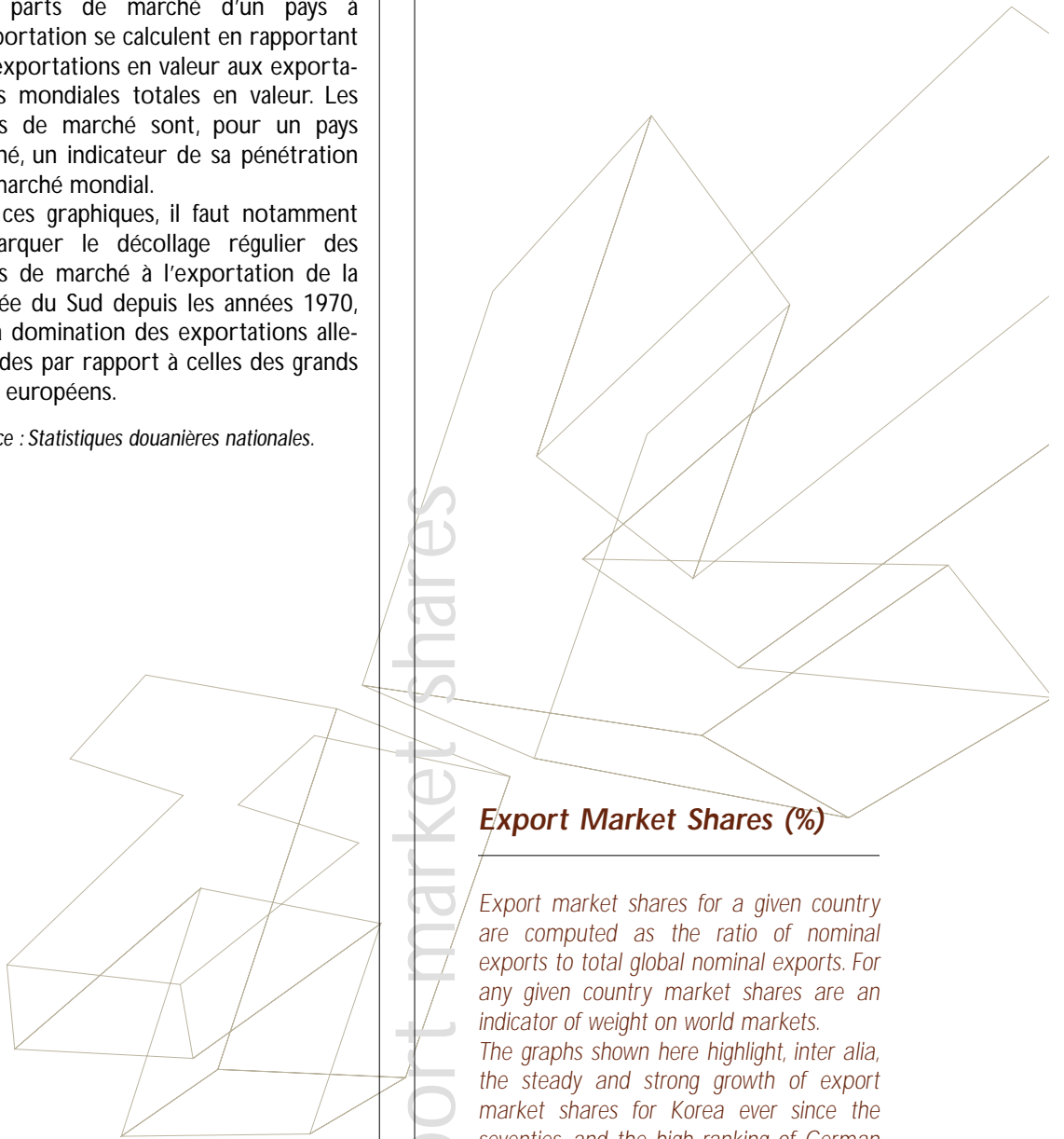
Parts de marché à l'exportation (en %)

Les parts de marché d'un pays à l'exportation se calculent en rapportant les exportations en valeur aux exportations mondiales totales en valeur. Les parts de marché sont, pour un pays donné, un indicateur de sa pénétration du marché mondial.

Sur ces graphiques, il faut notamment remarquer le décollage régulier des parts de marché à l'exportation de la Corée du Sud depuis les années 1970, et la domination des exportations allemandes par rapport à celles des grands pays européens.

Source : Statistiques douanières nationales.

parts de marché à l'export



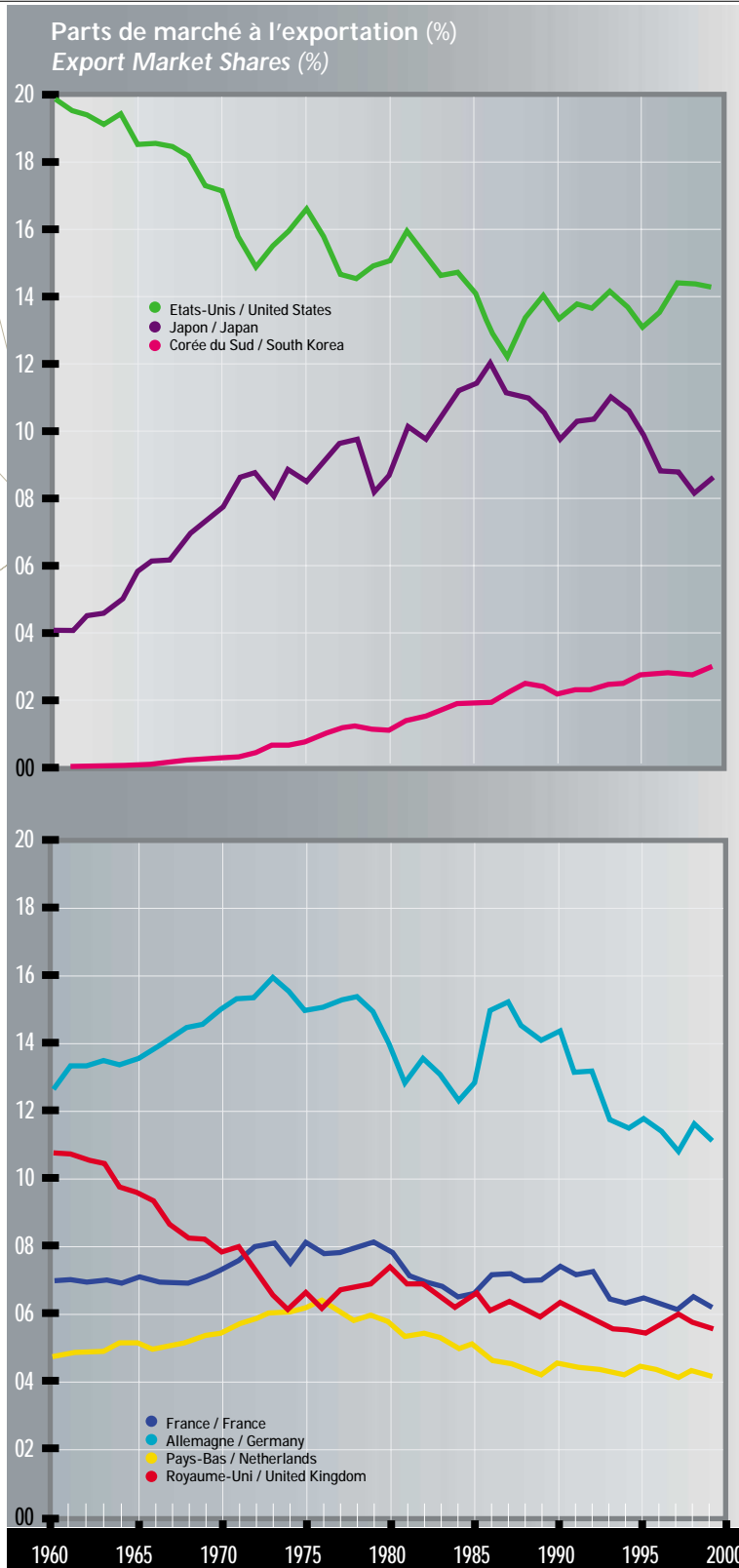
Export Market Shares (%)

Export market shares for a given country are computed as the ratio of nominal exports to total global nominal exports. For any given country market shares are an indicator of weight on world markets.

The graphs shown here highlight, inter alia, the steady and strong growth of export market shares for Korea ever since the seventies, and the high ranking of German exports as compared to those of other leading European countries.

Source: Domestic customs statistics.

export market shares



→ Depuis le milieu des années 1980, les parts de marché des Etats-Unis rebondissent sensiblement après une période de déclin. Les parts de marché du Japon connaissent une évolution exactement inverse.

→ Since the mid-eighties, the United States have started gaining market shares again after having gone through a phase of decline. Japan's market shares have experienced the exact opposite trend.

→ Les parts de marché allemandes sont bien supérieures à celles des autres grands européens. Depuis la réunification, la tendance est à une nette diminution. Ceci ne s'opère pas au profit de la France, du Royaume-Uni ou des Pays-Bas, où les parts de marché sont globalement stables depuis 1985.

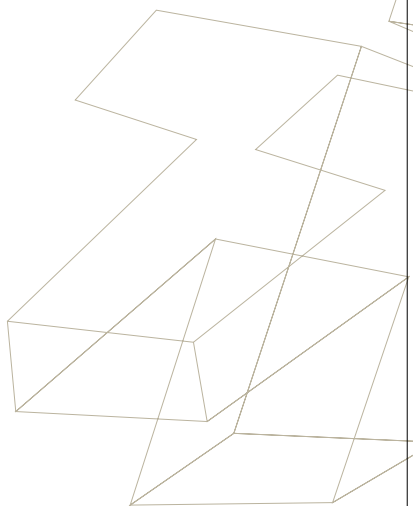
→ Germany's export market shares are far greater than those of other leading European countries. Since reunification, there has however been a downward trend. Neither France, nor the United Kingdom, nor the Netherlands have benefited from this, as their market shares have basically remained stable since 1985.

Taux d'emploi total (en %)

emploi total

Le taux d'emploi total est le ratio « emploi total sur la population en âge de travailler ». L'emploi total correspond à la population active employée (salariés des secteurs privé et public et travailleurs indépendants). L'emploi privé comprend tous les emplois du secteur privé non administratif, y compris l'emploi dans les entreprises nationales. L'emploi public est l'emploi dans les administrations publiques. La population en âge de travailler est en général la population âgée de 15 à 64 ans.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.



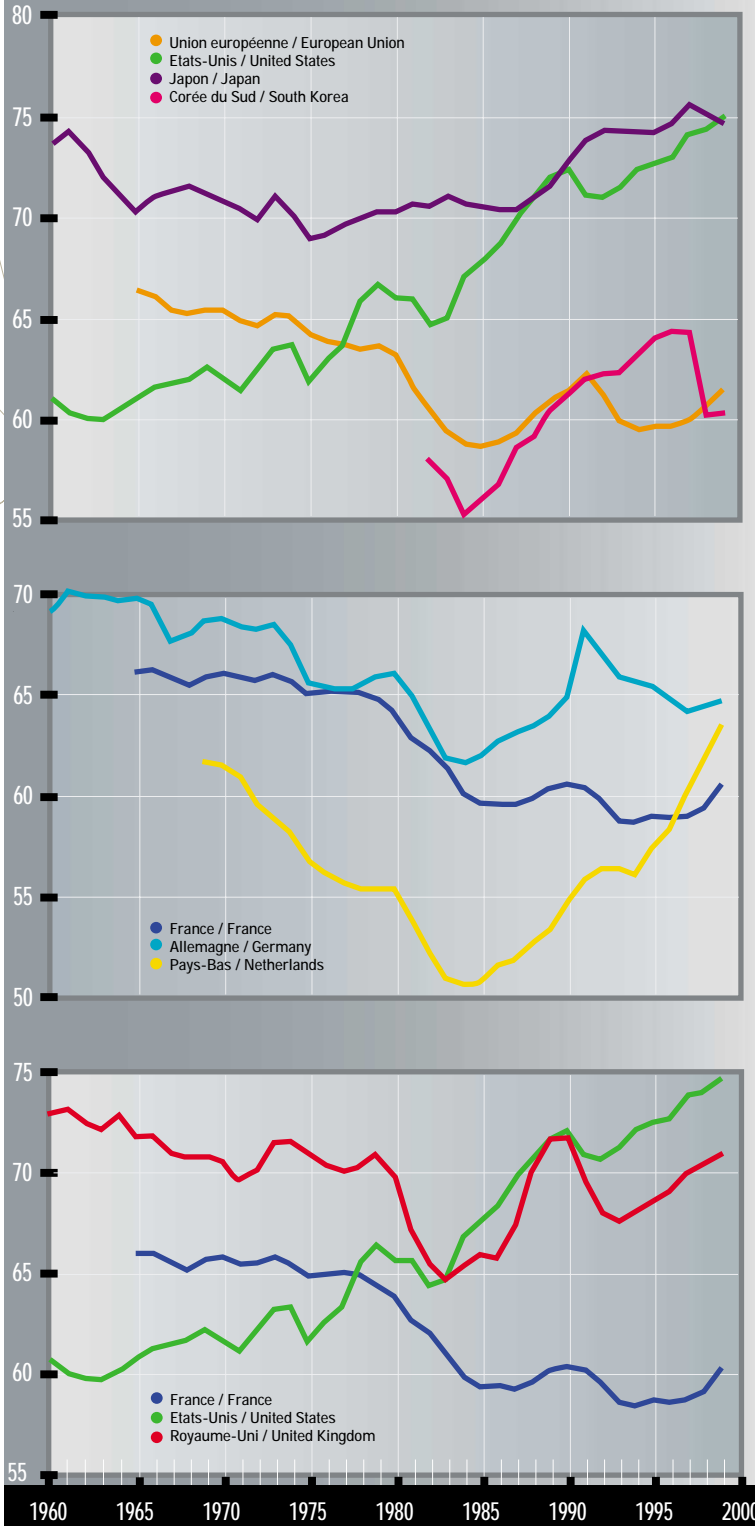
total employment

Total Employment Rate (%)

The total employment rate is defined as the ratio of 'total employment to total working-age population'. Total employment corresponds to the employed within the labor force (employees in the public and private sectors as well as the self-employed). Private employment includes all jobs within the non-administrative private sector, including those with state enterprises. Public employment is defined as employment in government or public administrations. The working-age population is generally considered to cover persons aged 15 to 64.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

Ratio « emploi total / population en âge de travailler » (%)
Ratio of Total Employment to Total Working-Age Population (%)



→ Les Etats-Unis et le Japon affichent historiquement les plus forts taux d'emploi total.

→ The United States and Japan are the two countries with the historically highest total employment rates.

→ En Europe, l'Allemagne a le plus fort taux de participation mais tend à se faire rattraper par les Pays-Bas, laissant la France en dernière place.

→ In Europe, Germany has the highest participation in the labor force rates, but its lead over the Netherlands is increasingly dwindling, leaving France ranking last.

→ La France est également en dernière place comparativement aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

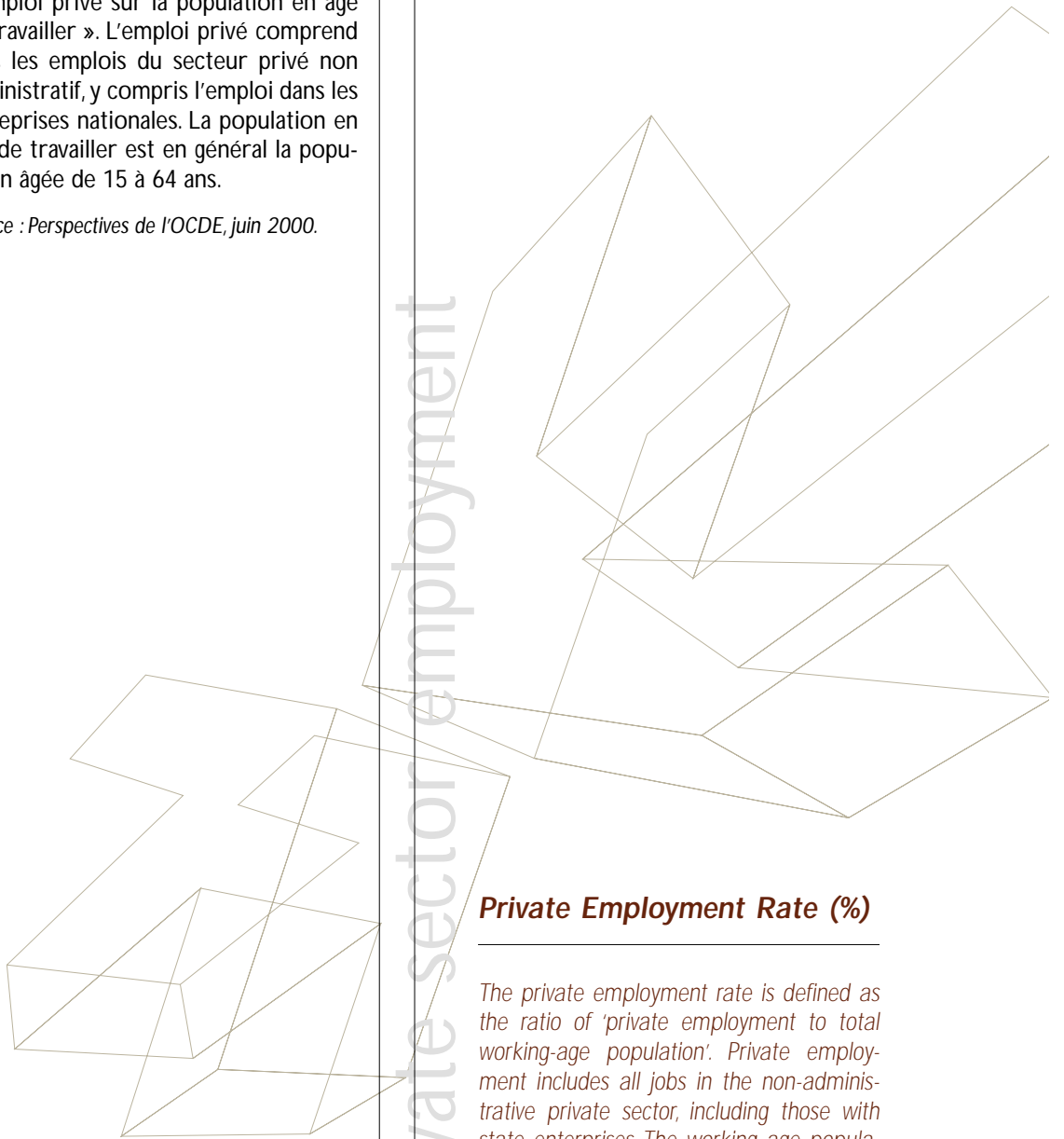
→ France also ranks last when compared to the United States and the United Kingdom.

Taux d'emploi privé (en %)

emploi privé

Le taux d'emploi privé est le ratio « emploi privé sur la population en âge de travailler ». L'emploi privé comprend tous les emplois du secteur privé non administratif, y compris l'emploi dans les entreprises nationales. La population en âge de travailler est en général la population âgée de 15 à 64 ans.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.



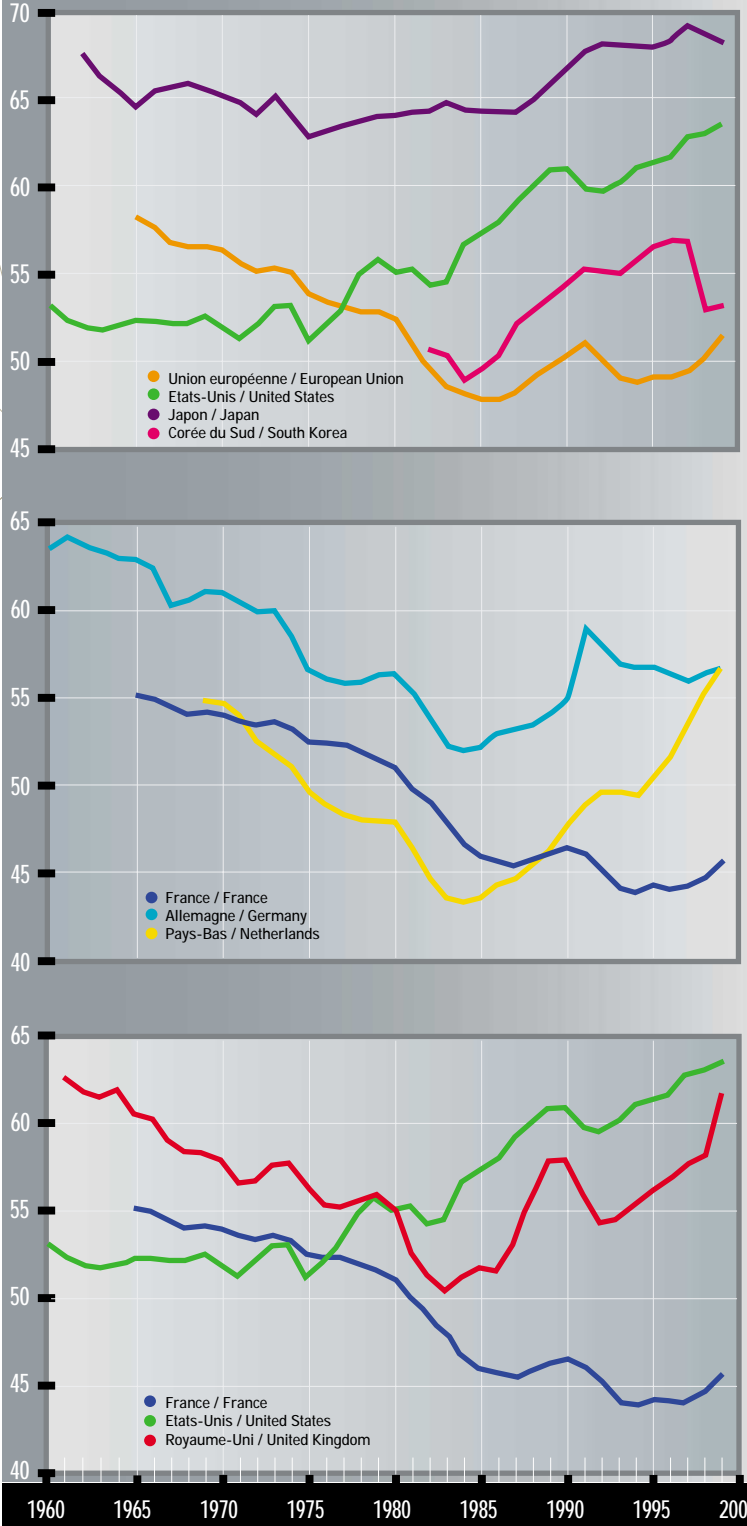
private sector employment

Private Employment Rate (%)

The private employment rate is defined as the ratio of 'private employment to total working-age population'. Private employment includes all jobs in the non-administrative private sector, including those with state enterprises. The working age population is generally considered to cover persons aged 15 to 64.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

Ratio « emploi privé / population en âge de travailler » (%)
Ratio of Private Employment to Total Working-Age-Population (%)



→ Le taux d'emploi privé se redresse dans l'Union européenne, continue d'augmenter aux Etats-Unis, et est plutôt stable au Japon.

→ Private employment rates have started to increase in the European Union, and are still rising in the United States, while remaining fairly stable in Japan.

→ En France et en Allemagne, le taux d'emploi privé est stable sur les cinq dernières années, tandis qu'il augmente très fortement aux Pays-Bas.

→ In France and in Germany, private employment rates have remained stable over the past five years, whereas they have increased steeply in the Netherlands.

→ Le taux d'emploi privé en France est très bas comparativement aux Pays-Bas, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

→ France's private employment rate is very low as compared to the Netherlands, the United States, and the United Kingdom.

Part de l'emploi public dans l'emploi total (en %)

emploi public

L'emploi public représente l'emploi dans les administrations publiques (hors entreprises publiques). L'emploi total correspond à la population active employée (salariés des secteurs privé et public et travailleurs indépendants). Au Royaume-Uni, l'apparente chute de l'emploi public en 1999 résulte sans doute du fait que dorénavant les effectifs hospitaliers ne sont plus comptabilisés comme faisant partie des emplois de l'administration publique.

Source : *Perspectives de l'OCDE, juin 2000.*

public sector employment

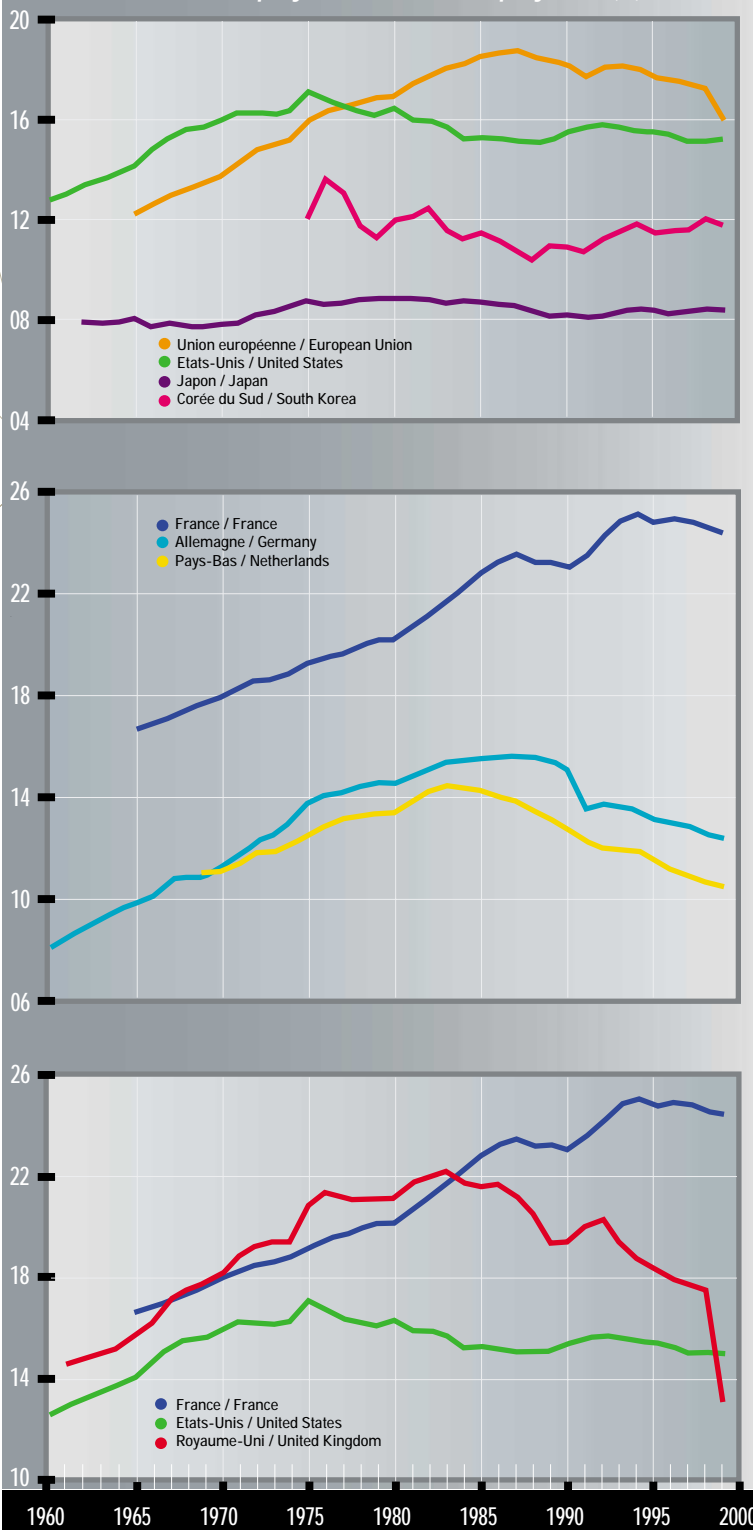
Share of Public Employment in Total Employment (%)

Public employment is defined as employment in public or government administrations (excluding state enterprises). Total employment corresponds to the employed within the labor force (employees in the public and private sectors as well as the self-employed). In the United Kingdom, the drop in public employment numbers evidenced in 1999 is probably due to the fact that as of that year hospital staff has ceased to be included in employment figures for public administrations.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

Part de l'emploi public dans l'emploi total
Share of Public Employment in Total Employment

Part de l'emploi public dans l'emploi total (%)
Share of Public Employment in Total Employment (%)



→ L'Union européenne compte le plus grand nombre d'emplois publics, mais ce nombre tend à diminuer depuis le début des années 1990.

→ The European Union ranks first for public employment, although figures have tended to decrease since the early nineties.

→ En France, la part de l'emploi public dans l'emploi total est stable à un niveau exceptionnellement élevé, alors qu'il est moindre et tend même à diminuer en Allemagne et aux Pays-Bas.

→ In France, the share of public employment in total employment is stable at an exceptionally high level, whereas it is lower, and even gradually decreasing in Germany and in the Netherlands.

→ La position de la France diverge aussi nettement par rapport aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. La chute apparente de l'emploi public britannique en 1999 est expliquée ci-contre.

→ France's position is also clearly different from that of the United States and of the United Kingdom. In 1999, the apparent drop in public employment in the United Kingdom is explained on the opposite page.

Poids des dépenses publiques dans le PIB (en %)

dépenses publiques

Les dépenses publiques correspondent aux dépenses totales des administrations publiques (dépenses courantes et dépenses nettes en capital), exprimées en pourcentage du PIB nominal.

Pour le Japon, les dépenses publiques en 1998 auraient été plus élevées de 5,4 points de pourcentage si l'on avait pris en compte la dette des Chemins de Fer et de l'Office national des forêts, absorbée par le gouvernement central. Dans le cas de l'Allemagne, les dépenses incluent les dépenses des Chemins de fer allemands depuis 1994 et celles du Fond d'amortissement des dettes héritées depuis 1995. Pour le Royaume-Uni, le Danemark et la Finlande, les données sont basées sur la norme SEC 1995 (système européen des comptes économiques intégrés), ce qui est conforme à la définition de Maastricht et diffère de la définition des comptes nationaux utilisée précédemment.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.

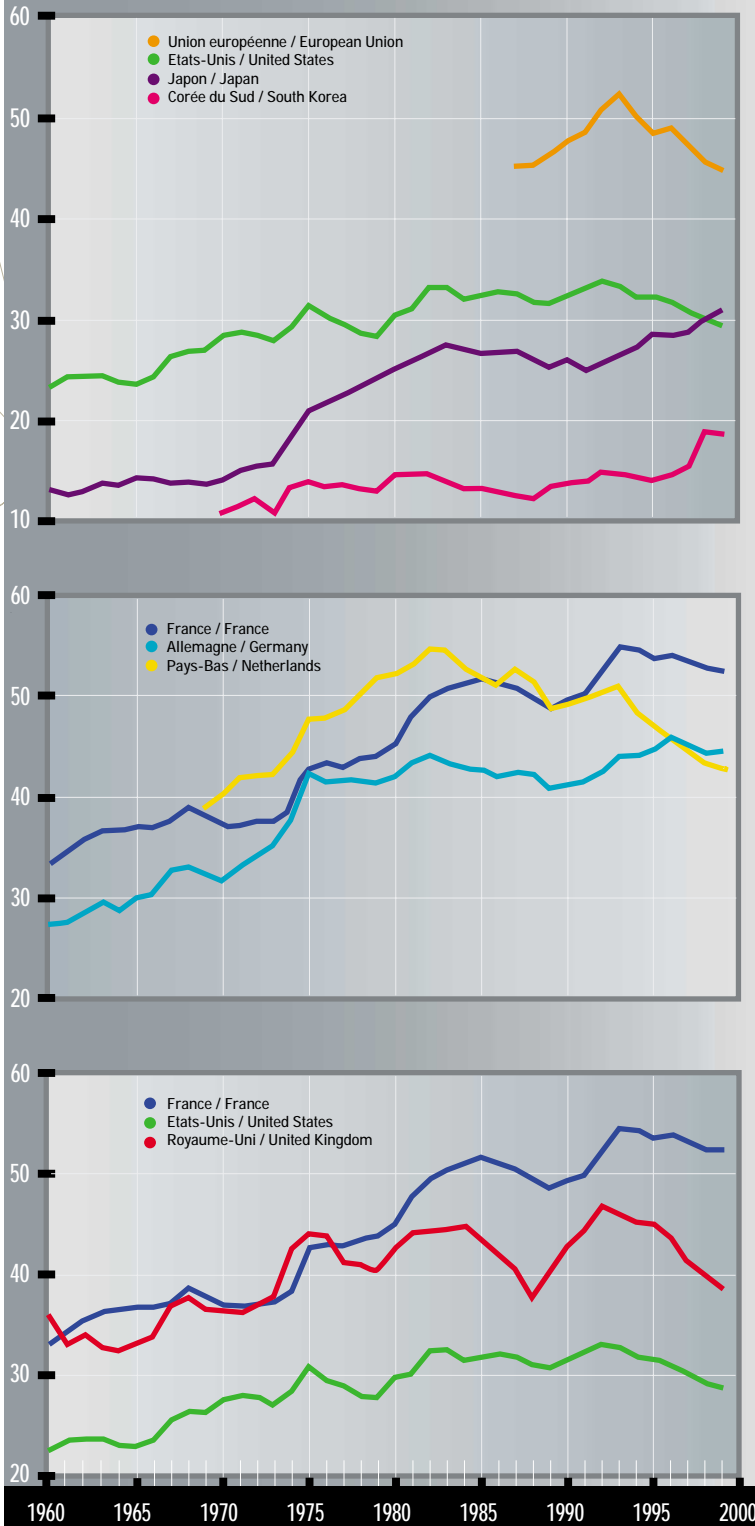
Public Spending Share in GDP (%)

Public spending corresponds to total public or government administration spending (current expenditure plus net capital expenditure) expressed as a percentage share of nominal GDP.

In Japan, public spending for 1998 would have been 5.4 percentage points higher had the outstanding debt of the Railways Company and the National Forestry Agency, absorbed by central government, been taken into account. In the case of Germany, spending includes as of 1994 spending by the National German Railway Company, and as of 1995 spending by the Debt Amortization Fund. Data for the United Kingdom, Denmark, and Finland are based on 1995 SEC standards (European Integrated Economic Accounts System), which is consistent with Maastricht definitions, but differs from the national accounting definition used previously.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

Poids des dépenses publiques dans le PIB (%)
Public Spending Share in GDP (%)



→ Les dépenses publiques en Europe ont commencé de baisser depuis le début des années 1990.

→ In Europe, public spending started to decrease as of the early nineties.

→ En France, le poids des dépenses publiques est stable à un niveau élevé, alors qu'il est moins important en Allemagne et aux Pays-Bas. Le gouvernement néerlandais réduit même ses dépenses depuis 1994.

→ In France, the share of public spending is stable at a high level, higher than is the case in Germany and the Netherlands. Since 1994, the Dutch government has actually been reducing its spending.

→ La France s'écarte par le haut des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

→ France is moving upwards from the United States and the United Kingdom.

Taux d'épargne des ménages (en %)

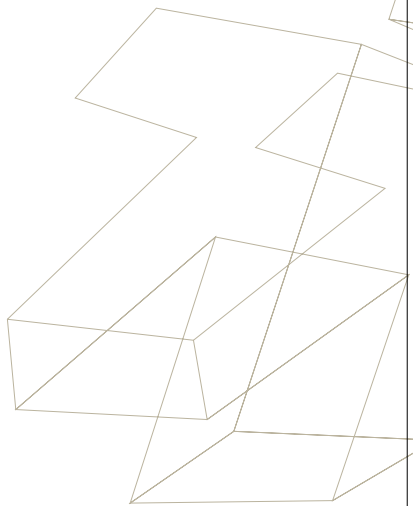
Le taux d'épargne des ménages rapporte l'épargne totale de ceux-ci (investissement logement et épargne financière) à leur revenu disponible.

Pour les Etats-Unis, il s'agit de l'épargne nette des amortissements. Dans le cas des Pays-Bas, l'épargne est calculée nette de l'épargne obligatoire liée aux systèmes de retraite sectoriels.

Le taux d'épargne est particulièrement élevé en France, ce qui peut s'expliquer par l'absence de régimes de retraite par capitalisation, qui incite les ménages à développer une épargne individuelle substantielle.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.

épargne des ménages



Households' Savings Rate (%)

The households' savings rate is the ratio of households' total savings (real estate investment and financial savings) to their disposable income.

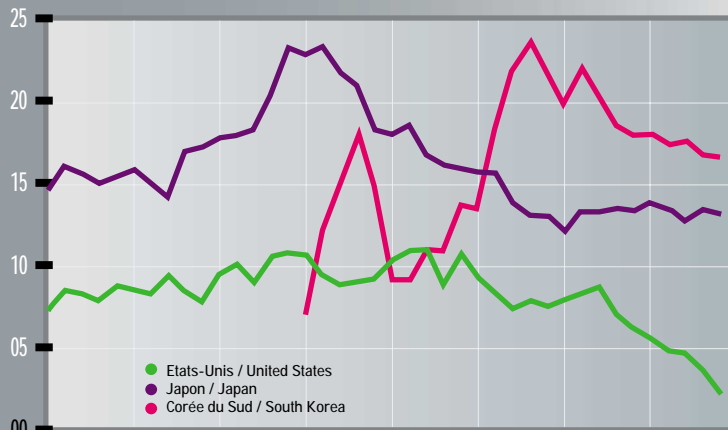
In the United States, data is computed on a savings net of depreciation basis. In the Netherlands, savings are computed net of compulsory savings deriving from statutory sectoral retirement schemes.

Savings rates are particularly high in France. This may be due to the lack of funded retirement schemes, which has led households to develop substantial private savings.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

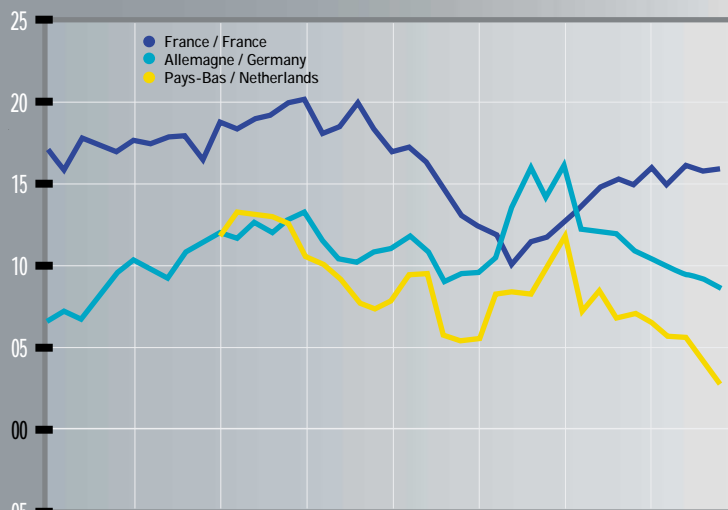
households' savings

Taux d'épargne des ménages (%)
Households' Savings Rate (%)



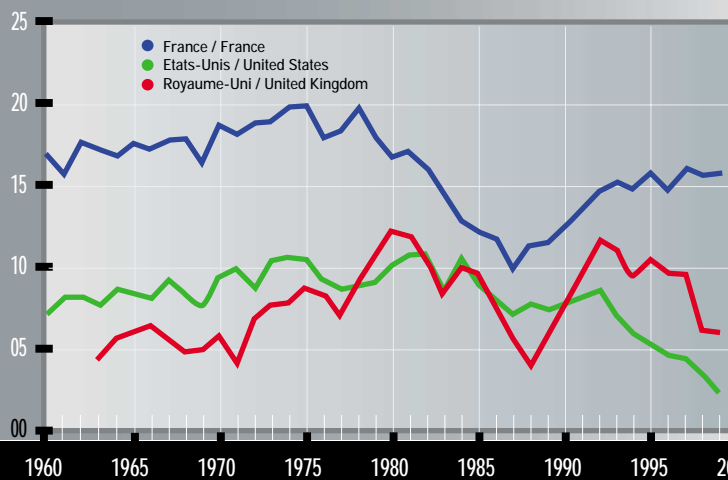
→ Aux Etats-Unis, le taux d'épargne baisse depuis la première moitié des années 1980 et plus fortement depuis le début des années 1990.

→ In the United States, the savings rate has been moving down since the first half of the eighties, and more significantly so since the early nineties.



→ En France, le taux d'épargne est remonté significativement depuis la deuxième partie des années 1980. Il est supérieur au niveau observé en Allemagne, aux Pays-Bas,...

→ In France, the savings rate has been moving up significantly since the second half of eighties. It is higher than that observed in Germany, in the Netherlands,...



→ ... aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Dans ces quatre derniers pays, le taux d'épargne baisse.

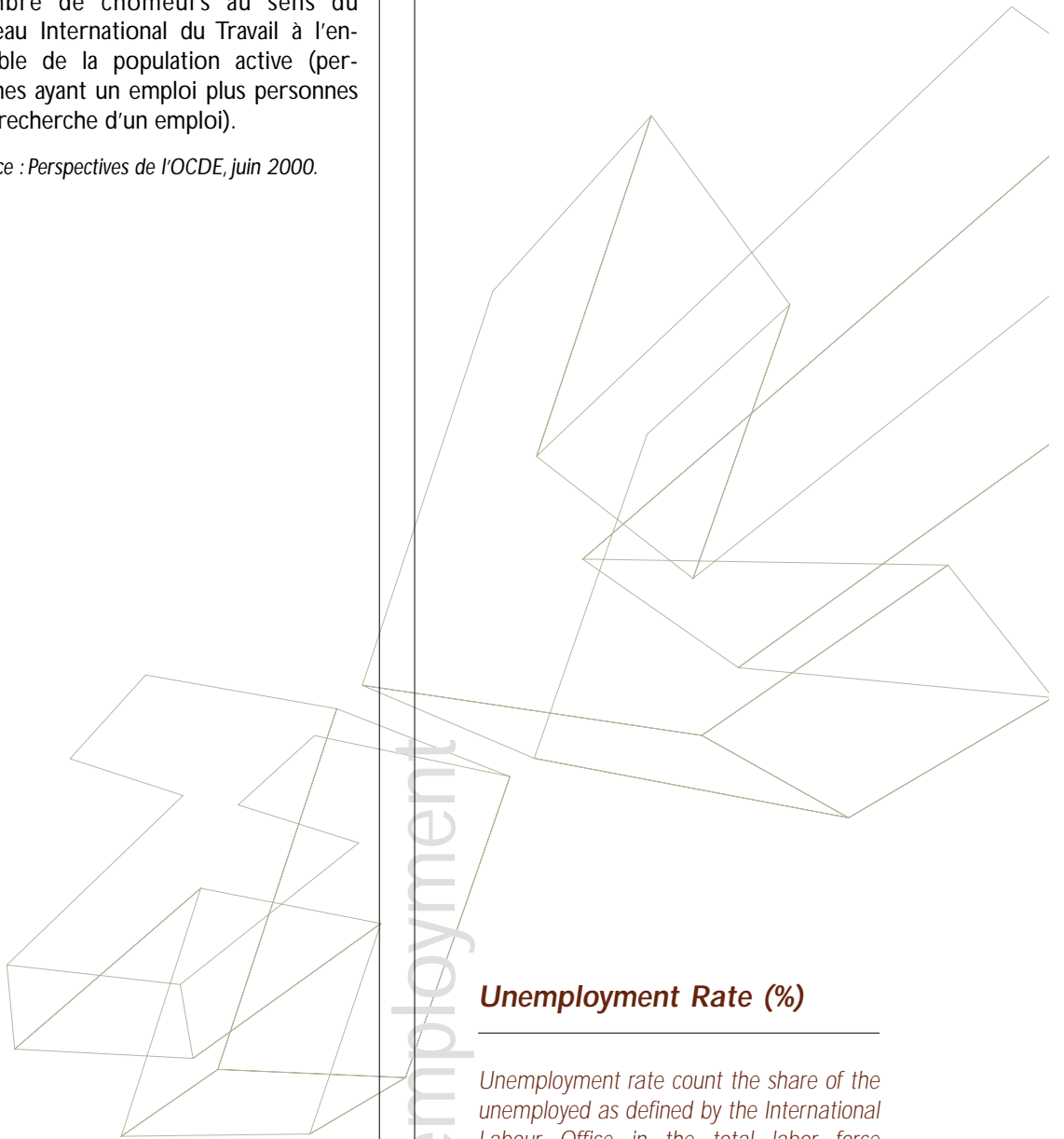
→ ... in the United States, and in the United Kingdom. In these last four countries, the savings rate has been declining.

Taux de chômage (en %)

chômage

Le taux de chômage rapporte le nombre de chômeurs au sens du Bureau International du Travail à l'ensemble de la population active (personnes ayant un emploi plus personnes à la recherche d'un emploi).

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.



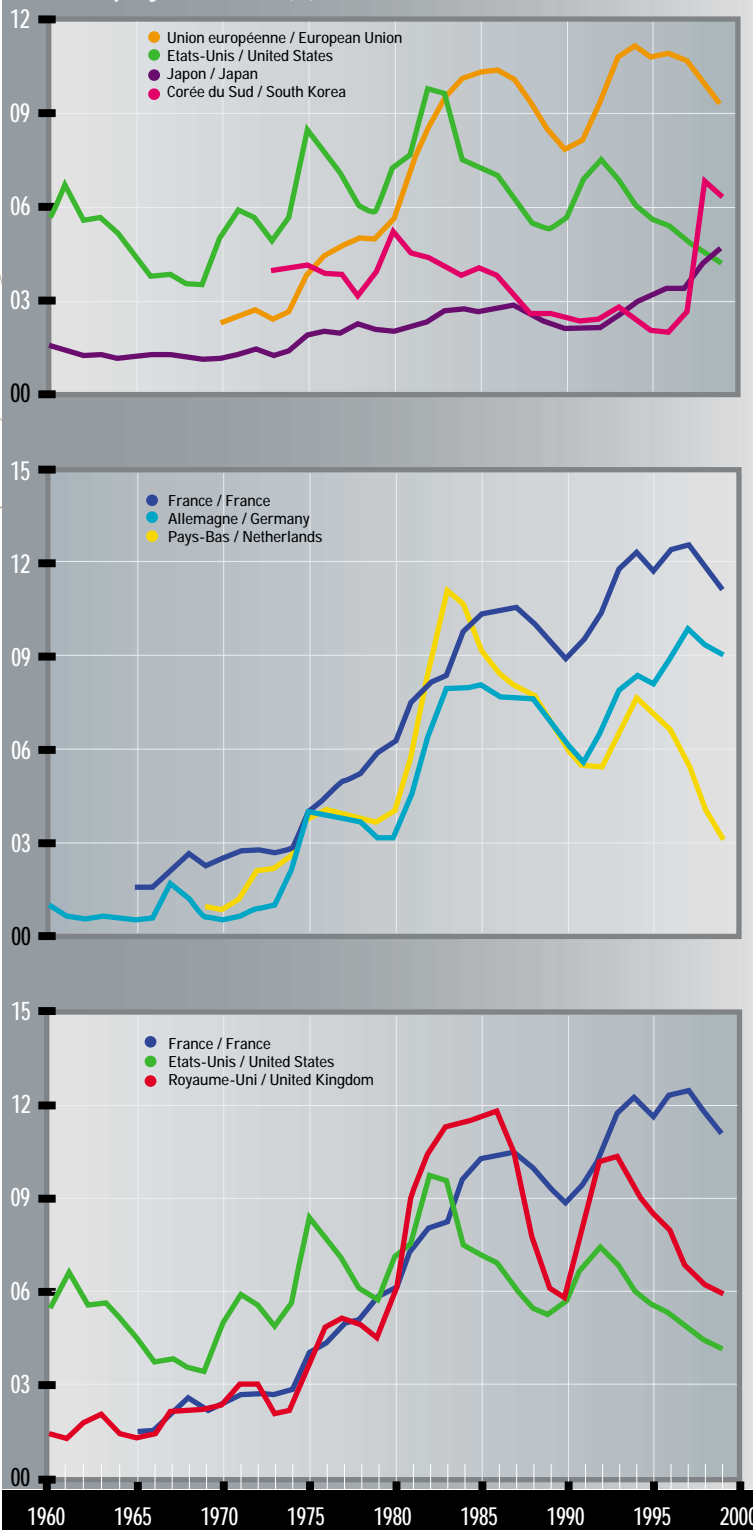
Unemployment Rate (%)

Unemployment rate count the share of the unemployed as defined by the International Labour Office in the total labor force (employed individuals plus individuals seeking employment).

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

unemployment

Taux de chômage (%)
Unemployment Rate (%)



→ L'Union européenne souffre d'un fort taux de chômage, mais qui tend à diminuer depuis 1995.

→ The European Union is experiencing very high unemployment rates, which have however been declining since 1995.

→ En France, le taux de chômage est resté stable de 1994 à 1997 à son plus haut niveau historique, avant d'amorcer un reflux. En Allemagne, la réunification a entraîné une hausse sensible du taux de chômage depuis 1990.

→ In France, the unemployment rate remained stable from 1994 to 1997 at its highest historical level, before starting to ebb. In Germany, reunification has led to a considerable increase in the unemployment rate since 1990.

→ Le taux de chômage français est très supérieur à celui observé aux Pays-Bas, aux États-Unis et au Royaume-Uni, où il baisse rapidement.

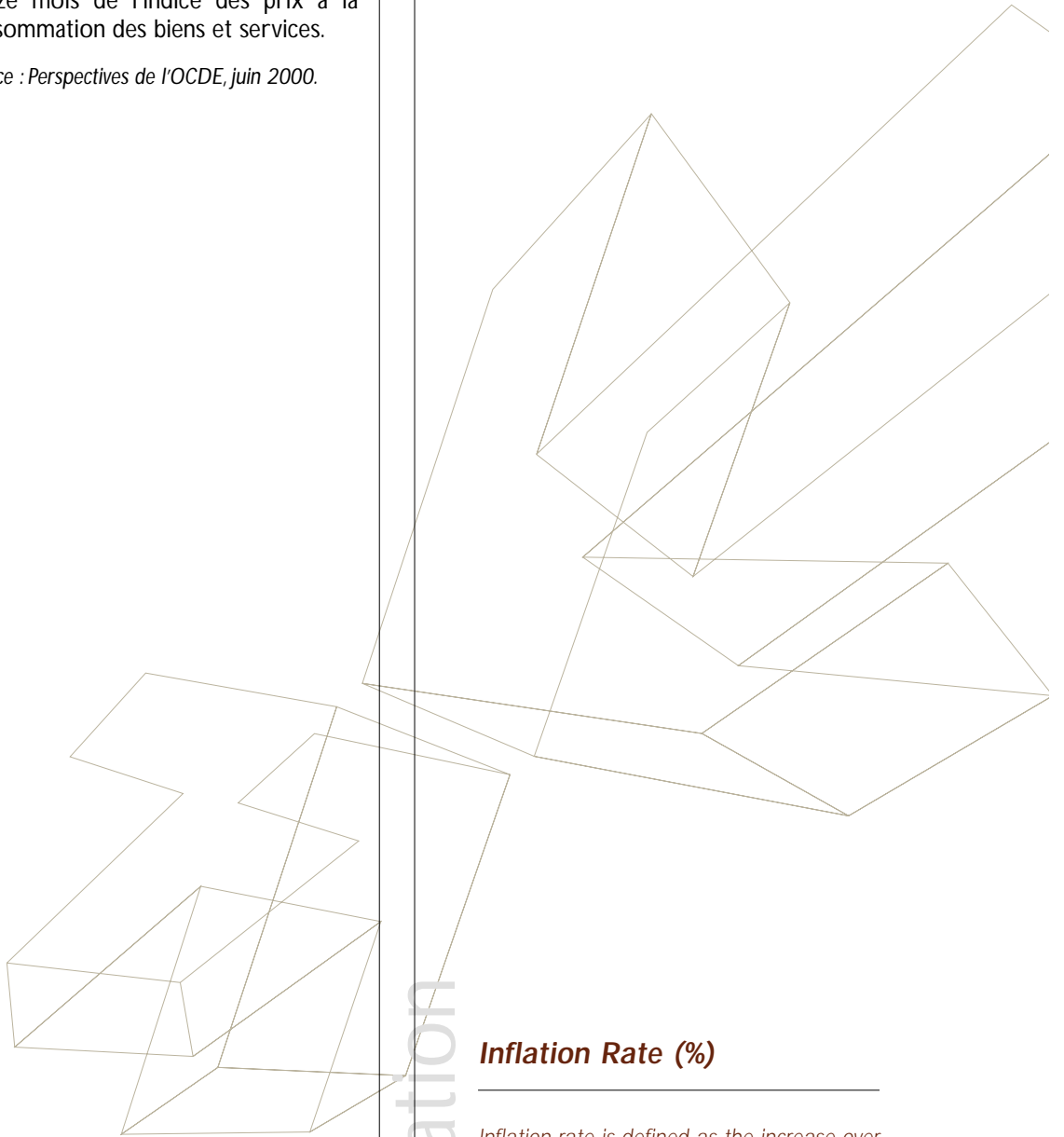
→ France's unemployment rate is very significantly higher than rates observed in the Netherlands, the United States, or the United Kingdom, where unemployment is rapidly declining.

Taux d'inflation (en %)

inflation

Le taux d'inflation est le glissement sur douze mois de l'indice des prix à la consommation des biens et services.

Source : *Perspectives de l'OCDE, juin 2000.*



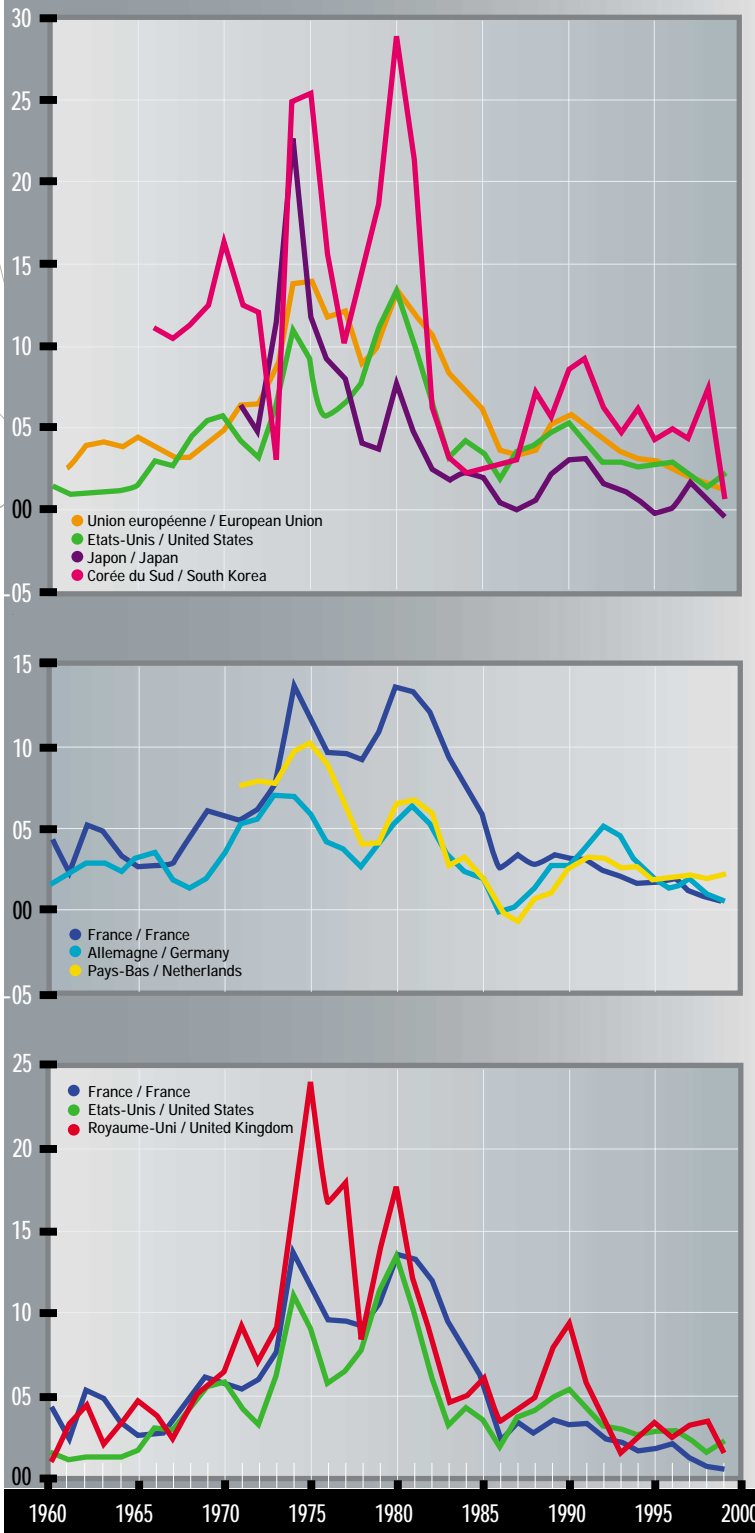
Inflation Rate (%)

Inflation rate is defined as the increase over twelve-month rolling periods of the consumer price index for goods and services.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

inflation

Taux d'inflation (%)
Inflation Rate (%)



→ L'inflation a ralenti de façon généralisée depuis la fin des années 1980, et ce mouvement se prolonge. Il a été entretenu par la faiblesse de la croissance jusqu'en 1995, et par la baisse des prix des matières premières par la suite.

→ Inflation has slowed down in all countries since the end of the eighties, and the trend is persisting. Initially, and until 1995, this trend was supported by slow growth, and subsequently, by declining commodity prices.

→ En Europe, la convergence des taux d'inflation à un niveau bas (un des trois critères de Maastricht) était nécessaire pour former l'Union monétaire.

→ In Europe, convergence of inflation rates to a low level (one of the three Maastricht criteria) was a prerequisite for creating the Monetary Union.

→ Aux Etats-Unis, huit ans de croissance ininterrompue n'ont jusqu'ici pas débouché sur une réaccélération de l'inflation grâce aux gains de productivité.

→ In the United States, eight years of unabated growth have to this date not fueled a resumption of inflation thanks to productivity gains.

Taux d'intérêt nominaux à court terme

taux d'intérêt

Les taux d'intérêt à court terme sont principalement déterminés par la politique monétaire menée par la Banque centrale. La baisse du taux d'inflation depuis la fin des années 1980 permet aux banques centrales de pratiquer une politique monétaire davantage expansionniste.

Les taux d'intérêt présentés sont les suivants : Etats-Unis : bons du Trésor à 3 mois ; Japon : CD à 3 mois ; Allemagne, France, Royaume-Uni : taux interbancaire à 3 mois ; Pays-Bas : Aibor à 3 mois ; Corée du Sud : CD à 3 mois.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.

Nominal Short-Term Interest Rates

Nominal short-term interest rates are mainly determined by the central bank's monetary policy. With inflation rates declining since the end of the eighties, central banks have been able to implement more expansionist monetary policies.

Interest rates presented here refer to the following instruments: for the United States, 3-month Treasury Bills; for Japan: 3-month CDs; for Germany, France, and the United Kingdom: 3-month interbank rates; for the Netherlands, 3-month Aibor; and for South Korea: 3-month CDs.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

Taux d'intérêt nominaux à court terme
Nominal Short-Term Interest Rates

Taux d'intérêt nominaux à court terme (%)
Nominal Short-Term Interest Rates (%)



→ La Banque du Japon a mis son taux au jour le jour à zéro en 1999 pour soutenir l'activité économique. En Corée, les taux courts ont diminué pour favoriser les restructurations après la crise asiatique de 1997.

→ The Bank of Japan set its overnight rate at 0 in 1999 with a view to supporting economic activity. In Korea, short rates were brought down to enhance restructuring after the Asian crisis of 97.

→ Les taux courts européens ont convergé jusqu'à 3 % avant la création de l'Union monétaire le 1^{er} janvier 1999. Ils sont depuis inférieurs aux taux courts américains.

→ European short rates converged to 3% in the run-up to the January 1, 1999 beginning of Monetary Union. Since that date they have remained lower than US short rates.

→ En France, les taux d'intérêt à 3 mois sont plus faibles qu'aux Etats-Unis et au Royaume-Uni depuis 1996.

→ In France, 3-month interest rates have been lower than in the United States and in the United Kingdom since 1996.

Taux d'intérêt nominaux à long terme

taux d'intérêt

Les principaux déterminants des taux d'intérêt à long terme sont les anticipations de croissance économique et d'inflation. Le recul de l'inflation depuis la fin des années 1980 a fait baisser les taux longs nominaux.

Les taux d'intérêt présentés sont les suivants : Etats-Unis, Japon, Royaume-Uni : obligations d'Etat à 10 ans ; Allemagne : valeurs cotées du gouvernement fédéral (à 9-10 ans) ; France : obligations du secteur public et parapublic ; Pays-Bas : obligations du gouvernement à 10 ans ; Corée : obligations d'Etat à 5 ans.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.

Nominal Long-Term Interest Rates

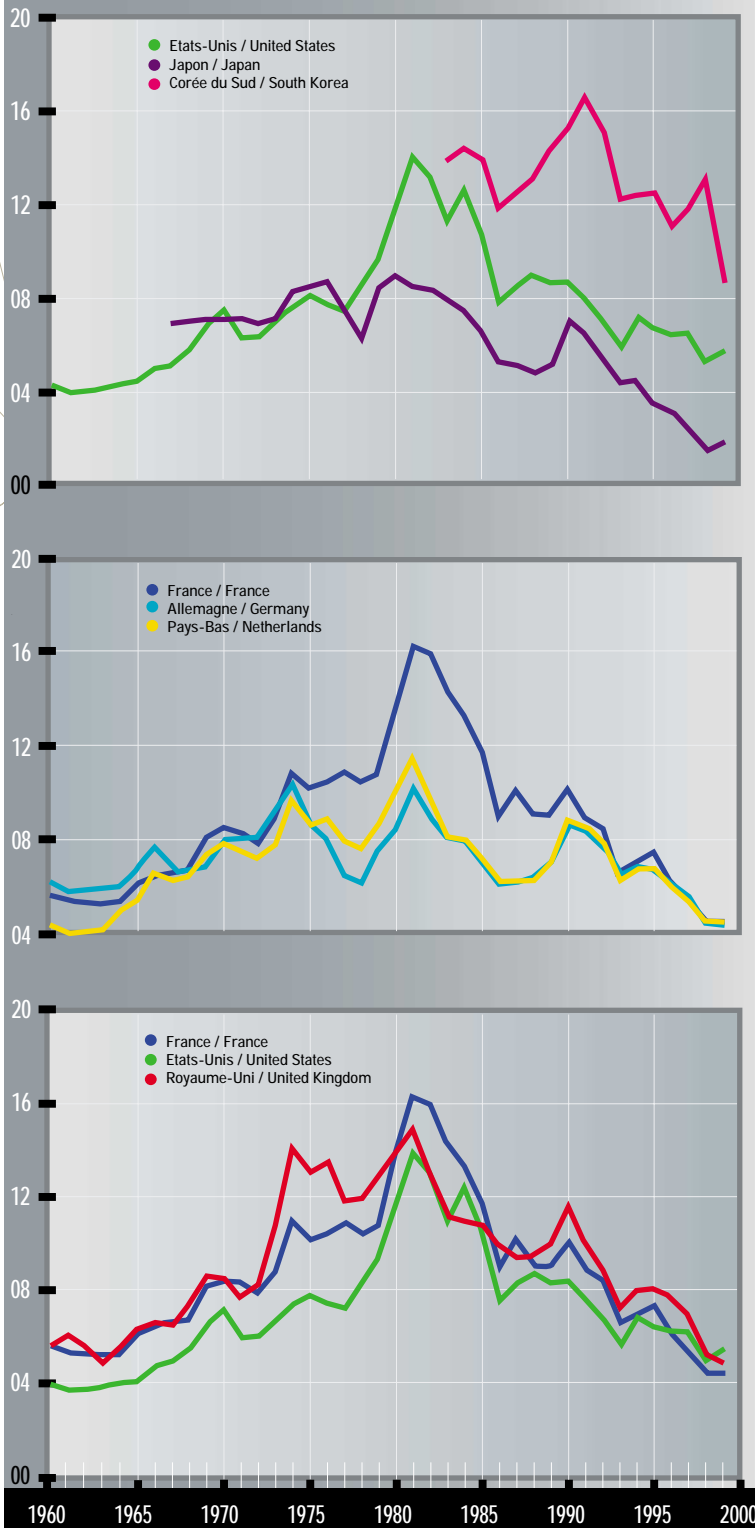
Long-term interest rates are mainly determined by expectations regarding growth prospects and inflation. With inflation declining since the end of the eighties, long nominal rates have decreased.

Interest rates presented here correspond to the following instruments: for the United States, Japan, and the United Kingdom: 10-year government bonds; for Germany, listed federal government securities (with 9 to 10 year maturities); for France: bonds issued by the public and para-public sectors; for the Netherlands: 10 year government bonds; for Korea: 5 year government bonds.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

interest rates

Taux d'intérêt nominaux à long terme (%)
Nominal Long-Term Interest Rates (%)



→ Les taux d'intérêt à long terme tendent à baisser depuis une vingtaine d'années. Les Etats-Unis offrent des rendements toujours plus attractifs que le Japon, reflétant le différentiel de croissance entre les deux pays.

→ Over the past twenty years or so, long term interest rates have been trending down. Yields in the United States have remained consistently higher than those in Japan, reflecting growth differentials between the two countries.

→ L'écart de taux longs entre la France, l'Allemagne et les Pays-Bas a commencé à se réduire au début des années 1990.

→ Long term interest rate differentials between France, Germany, and the Netherlands started to shrink in the early nineties.

→ Sur les dernières années, les rendements des obligations publiques en France sont devenus inférieurs à ceux des obligations britanniques et américaines.

→ Over the past few years, yields on French government bonds have dropped below those for UK or US bonds.

Taux de croissance moyen du PIB, du PIB par habitant et de la productivité par tête de 1985 à 1999

croissance

Les trois histogrammes suivants reprennent des indicateurs déjà évoqués en début de document. Ils permettent de mettre en évidence des hiérarchies bien déterminées entre pays.

La Corée du Sud tend à rattraper le niveau de développement des grands pays industrialisés. Dans ce processus, l'économie coréenne affiche de plus forts taux de croissance du PIB que les Etats-Unis et l'Europe. De 1985 à 1999, la croissance moyenne annuelle de son PIB ressort à 7,1 %, le taux de croissance du PIB par habitant à 6 % et le taux de croissance de la productivité par tête atteint 4,6 %.

Source : Perspectives de l'OCDE, juin 2000.

Average Growth Rate for GDP, Per Capita GDP and Per Capita Productivity, 1985 to 1999

The three following bar charts pick up on indicators mentioned earlier. They highlight inter-country hierarchies.

South Korea is gradually catching up with leading industrialized countries, in terms of development levels. This process has led Korea to have higher GDP growth rates than either the United States or Europe. Between 1985 and 1999, its annual average GDP growth totaled 7.1%, its annual per capita GDP growth, 6%, and its per capita productivity growth, 4.6%.

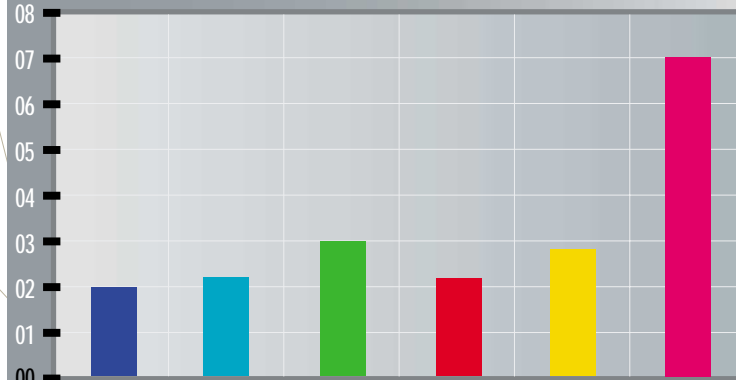
Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

growth

Taux de croissance moyen du PIB, du PIB par habitant et de la productivité par tête de 1985 à 1999
 Average Growth Rate for GDP, Per Capita GDP and Per Capita Productivity, 1985 to 1999

Taux de croissance annuel moyen du PIB, du PIB par habitant et de la productivité par tête
 Average Growth Rate for GDP, Per Capita GDP and Per Capita Productivity, 1985 to 1999

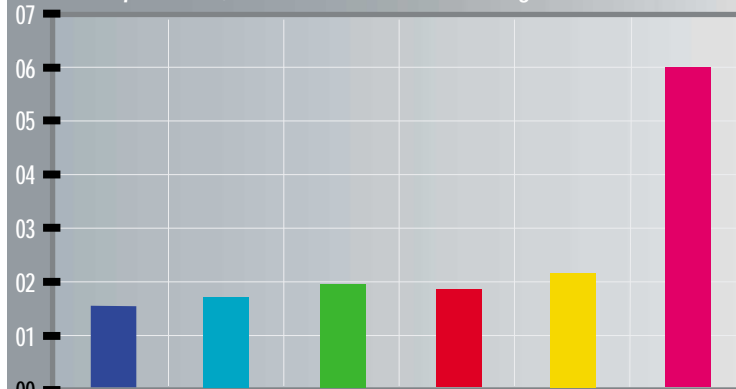
Taux de croissance annuel moyen du PIB (1985-1999)
 GDP Annual Growth Rate Average 1985-1999



→ La France affiche le taux de croissance moyen le plus faible et les Etats-Unis le plus fort, hormis la Corée. La croissance moyenne de l'Union européenne ressort à 2,2%.

→ France has the lowest average growth rate, and the US, the highest excluding Korea. The EU average is 2.2%.

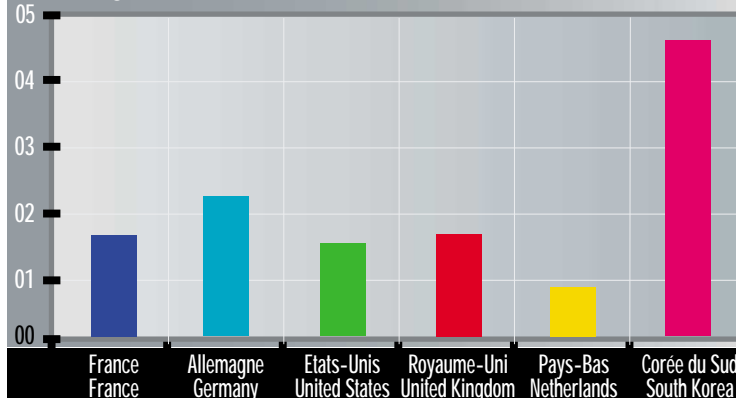
Taux de croissance annuel moyen du PIB par tête (1985-1999)
 Per Capita GDP, Annual Growth Rate Average 1985-1999



→ La France affiche aussi le taux de croissance du PIB/tête le plus faible et les Pays-Bas le plus fort. Celui des Etats-Unis est supérieur à la moyenne européenne (1,8%).

→ France also comes in last in terms of per capita GDP growth, with the Netherlands ranking first. Per capita growth in the US is above the average for Europe (1.8%).

Taux de croissance annuel moyen de la productivité par tête (1985-1999)
 Per Capita Productivity, Annual Growth Rate Average 1985-1999



→ Les Pays-Bas ont le taux de croissance moyen de la productivité par tête le plus bas. Ce taux est le plus fort en Allemagne, au-dessus de la moyenne européenne (1,2%).

→ The Netherlands comes in last in terms of average per capita growth rate. Germany comes in first, as compared to the European average of only 1.2%.

Indicateurs démographiques et de développement

L'indicateur conjoncturel de fécondité d'un pays est le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer.

Source : Eurostat, « Statistiques Démographiques, données 1960-1998 » ; Eurostat, « Statistiques en bref, population et conditions sociales », octobre 2000.

L'espérance de vie à la naissance d'un individu est l'estimation du nombre moyen d'années qu'il peut vivre à la naissance.

Source : ONU, Rapport sur le développement humain, édition 2000.

L'indicateur de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement est une mesure socio-économique composite, élaborée à partir de l'espérance de vie à la naissance, du niveau de connaissances (taux d'alphabétisation des adultes, taux brut de scolarisation combiné) et du niveau de vie (PIB PPA par habitant). L'ONU classe les pays du monde en trois catégories : les pays à développement humain élevé (IDH supérieur ou égal à 0,800), ceux à développement humain moyen (IDH entre 0,500 et 0,799) et ceux à faible développement (IDH inférieur à 0,500).

Source : ONU, Rapport sur le développement humain, édition 2000.

Population and Development Indicators

Domestic cyclical fertility indicators are the average number of children per woman of childbearing age.

Source: Eurostat, Population Statistics, data 1960-1998; Eurostat, 'Eurostat's statistics at a glance, population and social conditions', October 2000.

Life expectancy at birth is the estimated average number of years individuals are likely to live as of their birth.

Source: UN, Report on Human Development, 2000.

The United Nations Development Program's human development indicator is a composite socio-economic indicator, which takes into account, inter alia, life expectancy at birth, knowledge attainment (adult literacy rates, gross combined schooling rates) and standards of living (per capita GDP on a PPP basis). On this basis, the UN has defined three categories: countries with high human development (where HDI values are equal to or greater than 0.800); countries with medium human development (HDI values in the 0.500 to 0.799 range); and countries with low human development (HDI lower than 0.500).

Source: UN, Report on Human Development, 2000.

Indicateurs démographiques et de développement
Population and Development Indicators

Indicateur conjoncturel de fécondité
Cyclical Fertility Indicator

	1960	1970	1980	1999
Etats-Unis / United States	3,31	2,02	1,82	2,05
Royaume-Uni / United Kingdom	2,72	2,43	1,9	1,70 (p)
Allemagne / Germany	2,37	2,03	1,56	1,37
France / France	2,73	2,47	1,95	1,77 (p)
Italie / Italy	2,41	2,42	1,64	1,21 (p)
Pays-Bas / Netherlands	3,12	2,57	1,6	1,64*
Corée du Sud / South Korea	5,4	4,11	2,4	1,6

* Estimation Eurostat, Eurostat estimation : (p) donnée provisoire, preliminary data.

→ En 1999, la France occupe une position favorable par rapport aux autres pays européens.

→ In 1999, France ranked better than other European countries.

Espérance de vie à la naissance (années)
Life Expectancy at Birth (years)

	1960	1970	1980	1998
Etats-Unis / United States	69,9	71,3	74,5	76,8
Royaume-Uni / United Kingdom	70,6	72	74	77,3
Allemagne / Germany	69,7	71	73,8	77,3
France / France	70,3	72,4	74,7	78,2
Italie / Italy	69,2	72,1	74,5	78,3
Pays-Bas / Netherlands	73,2	74	76	78
Corée du Sud / South Korea	53,9	62,6	65,9	72,6

→ Avec l'Italie et les Pays-Bas, la France affiche la plus longue espérance de vie à la naissance en 1998.

→ In 1998, France, along with Italy and the Netherlands, ranked first in terms of life expectancy at birth.

Indicateur du développement humain (x100)
Human Development Indicator (x 100)

	1960	1970	1980	1998
Etats-Unis / United States	86,5	88,1	90,5	92,9
Royaume-Uni / United Kingdom	85,7	87,3	89,2	91,8
Allemagne / Germany	84,1	85,6	88,1	91,1
France / France	85,3	87,1	89,5	91,7
Italie / Italy	75,5	83,1	85,7	90,3
Pays-Bas / Netherlands	85,5	86,7	88,8	92,5
Corée du Sud / South Korea	39,8	52,3	66,6	85,4

→ Les pays développés forment un groupe homogène en matière de développement humain avec un léger avantage pour les Etats-Unis.

→ Developed countries make up a homogeneous group in terms of human development, with a slight edge for the United States.

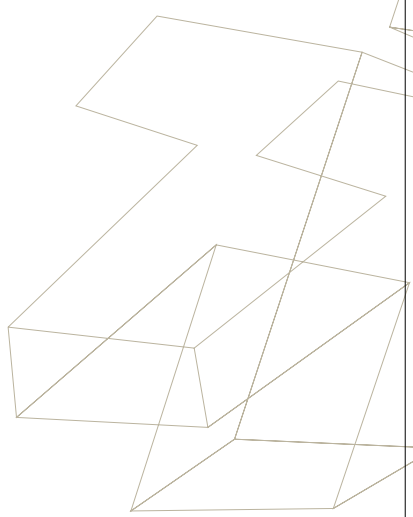
Indicateurs d'activité et de chômage

activité et chômage

Le taux d'activité de la population active est le pourcentage de la population active employée dans la population âgée de 15 à 64 ans.

Le taux de chômage standardisé, qui autorise les comparaisons internationales, est calculé en rapportant le nombre de chômeurs à la population active totale. La population active totale comprend les salariés civils, les travailleurs indépendants, les travailleurs familiaux non rémunérés, les militaires de carrière et les appelés du contingent ainsi que les chômeurs.

Source : *Perspectives de l'OCDE, juin 2000.*



labor force participation and unemployment

Labor Force Participation and Unemployment Indicators

Labor force participation is defined as the percentage of the employed labor force in the population aged 15 to 64.

Standardized unemployment rates, which allow for international comparisons, are computed as a ratio of the number of unemployed to the total labor force. The total labor force is in turn defined as including civilian employees, the self-employed, unpaid family workers, the undrafted and drafted military, as well as the unemployed.

Source: OECD Economic Outlook, June 2000.

Indicateurs d'activité et de chômage
Labor Force Participation and Unemployment Indicators

Taux d'activité de la population active (en %)
Labor Force Participation Rates (%)

	1970	1980	1990	1999
Etats-Unis / <i>United States</i>	67,9	72,3	76,5	78,0
Royaume-Uni / <i>United Kingdom</i>	72,1	74,4	76,5	75,6
Allemagne / <i>Germany</i>	69,1	68,5	69,1	71,1
France / <i>France</i>	67,5	68,1	66,5	68,0
Italie / <i>Italy</i>	60,0 ⁽¹⁾	60,8	59,6	59,3
Pays-Bas / <i>Netherlands</i>	57,3 ⁽²⁾	57,7	58,2	65,5
Corée du Sud / <i>South Korea</i>	nd/na	60,4	62,5	64,2

(1) 1977.

(2) 1975.

→ Le taux d'activité de la population active reste à un niveau élevé (proche de 70 % ou supérieur) aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne. Sur les dix dernières années, il tend à augmenter partout sauf en Italie.

→ Labor force participation rates are still high (ie equal or greater than 70%) in the United States, the United Kingdom, and Germany. Over the last ten years, these rates have been on the rise everywhere, with the exception of Italy.

Taux de chômage standardisés (en % de la population active totale)
Standardized Unemployment Rates (percentage share of the total labor force)

	1970	1980	1990	1999
Etats-Unis / <i>United States</i>	5,0	7,2	5,6	4,2
Royaume-Uni / <i>United Kingdom</i>	2,4	6,1	7,1	6,1
Allemagne ⁽¹⁾ / <i>Germany</i> ⁽¹⁾	0,6	3,2	4,8	8,7
France / <i>France</i>	2,6	6,3	9,0	11,3
Italie / <i>Italy</i>	4,0	5,6	9,0	11,4
Pays-Bas / <i>Netherlands</i>	0,9	4,0	6,2	3,3
Corée du Sud / <i>South Korea</i>	4,4	5,2	2,4	6,3

(1) Avant 1993, les données sont celles de l'Allemagne de l'Ouest.

(1) Data prior to 1993 is for West Germany.

→ Le taux de chômage dans les pays de l'Union européenne a doublé entre 1980 et 1999, sauf aux Pays-Bas.

→ Between 1980 and 1999 unemployment rates have doubled in European Union member states, with the exception of the Netherlands.

Indicateurs d'éducation

éducation

Les 25-64 ans diplômés de l'enseignement supérieur sont la proportion en pourcentage de la population totale des 25-64 ans ayant acquis une formation de niveau universitaire. Les proportions de diplômés obtenues d'un pays à l'autre ne sont pas comparables, puisqu'elles dépendent des systèmes éducatifs nationaux.

Source : *Regards sur l'éducation, Enseignements et compétences, Indicateurs de l'OCDE, édition 2000.*

Le taux de chômage des 15-24 ans rapporte le nombre de chômeurs âgés de 15 à 24 ans à l'effectif total de cette classe d'âge.

Source : *Perspectives de l'emploi de l'OCDE, juin 2000.*

Pour interpréter le taux de chômage des 15-24 ans, il convient de regarder parallèlement le taux de scolarisation des 15-19 ans (classe d'âge disponible se rapprochant le plus de celle des 15-24 ans), qui rapporte le nombre d'élèves ou d'étudiants âgés de 15 à 19 ans à l'effectif total de cette classe d'âge. Les deux données ne peuvent bien entendu pas être directement rapprochées du fait des classes d'âge différentes, bien que voisines, utilisées pour le calcul. Mais pour deux pays proches comme la France et l'Allemagne, les chiffres donnent une idée de l'efficacité du système éducatif à former les moins de 25 ans et les placer sur le marché du travail.

Source : *Regards sur l'éducation, Enseignements et compétences, Indicateurs de l'OCDE, édition 2000.*

Education Indicators

Persons aged 25 to 64 holding higher education degrees are defined as the percentage share of the total population aged 25 to 64 with university-level training. Shares of degree holders vary from country to country and are not comparable because of differences among and between educational systems.

Source: Education, Curricula and Skills, OECD Indicators, 2000.

Unemployment rates for persons aged 15 to 24 are defined by the ratio of the unemployed in that age group to the total age group in the general population.

Source: OECD Employment Outlook, June 2000.

In order to interpret unemployment rates for persons aged 15 to 24, school attendance rates for the 15 to 19 age group must be looked at (as this is the age group that most closely approximates the 15 to 24 age group). This is a group which maps the number of pupils or students aged 15 to 19 against the total number of individuals in that age group in the general population. The two sets of data cannot be compared directly because they cover age groups which are not exactly the same, although close. However, when considering somewhat similar countries, such as France and Germany, these figures do give an idea of how efficient educational systems are at training the under-25 and getting them on to the labor market.

Source: Education, Curricula and Skills, OECD Indicators, 2000.

éducation

Indicateurs d'éducation
Education Indicators

Population des 25-64 ans diplômés de l'enseignement supérieur (%)
Persons aged 25 to 64 Holding Higher Education Degrees (%)

	1992	1998
Etats-Unis / United States	24	29
Royaume-Uni / United Kingdom	11	17
Allemagne / Germany	12	16
France / France	10	12
Italie / Italy	6	12
Pays-Bas / Netherlands	21	28
Corée du Sud / South Korea	nd/na	19

→ Pour chaque pays, on dénote une sensible amélioration de la proportion des personnes diplômées de l'enseignement supérieur entre les deux dates.

→ In all countries, there has been a significant increase in the share of persons holding higher education degrees over the period under review.

Taux de chômage et taux de scolarisation des jeunes en 1998 (%)
Youth Unemployment and School Attendance Rates, 1998 (%)

	Taux de chômage Unemployment Rate	Taux de scolarisation School Attendance Rate
Etats-Unis / United States	10,4	74,2
Royaume-Uni / United Kingdom	12,3	69,5
Allemagne / Germany	9,1	88,3
France / France	25,4	87,8
Italie / Italy	33,8	69,8
Pays-Bas / Netherlands	8,8	86,0
Corée du Sud / South Korea	16,0	78,6

→ A taux de scolarisation identique (environ 88 %), le chômage des jeunes est deux fois moindre en Allemagne qu'en France. Dans tous les pays sauf la France, le taux de chômage des jeunes est d'autant plus faible que leur taux de scolarisation est élevé.

→ At identical school attendance rates (close to 88%), youth unemployment is twice as low in Germany as it is in France. In all countries except France youth unemployment rates were the lowest when school attendance rates were the highest.

Pour information, d'après Eurostat, le chômage des moins de 25 ans en juillet-août 2000 était de 9,4 % aux Etats-Unis, 11,8 % au Royaume-Uni, 9,5 % en Allemagne, 20,3 % en France, 31,8 % en Italie et 4,5 % aux Pays-Bas.

By way of comparison, and according to Eurostat, unemployment rates for the under-25 in July-August 2000 totaled 9.4% in the United States, 11.8% in the United Kingdom, 9.5% in Germany, 20.3% in France, 31.8% in Italy, and 4.5% in the Netherlands.

Indicateurs de recherche- développement

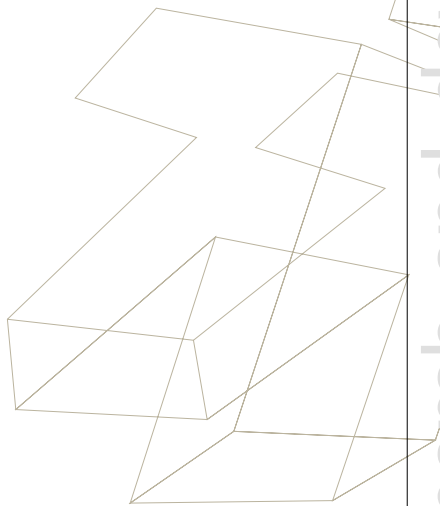
recherche-développement

Les dépenses intérieures brutes de recherche et développement sont les crédits accordés à la recherche-développement par les différentes sources de financement : entreprises privées, autorités publiques, enseignement supérieur et institutions à but non lucratif. L'expression de ces dépenses en dollars PPA courants et en termes de poids dans le PIB permet les comparaisons entre pays.

Le nombre de demandes de brevets déposées sont celles effectuées par les résidents et les non-résidents pour chaque pays.

Ces indicateurs illustrent l'importance qu'une économie accorde à la recherche comme moyen de développer des sources de croissance futures.

Source : *Statistiques de base de la science et de la technologie*, OCDE, édition 1999.



research and development

Research and Development Indicators

Domestic gross spending on research and development is defined as funding allocated to R&D by various sources: private businesses, public entities, institutions of higher education, and not-for-profit institutions. Expressing this spending in current dollar terms, at PPP, and in terms of share in GDP, allows for international comparisons. Numbers of patent applications filed correspond to filings by residents and non-residents for each country under review. These indicators highlight the importance individual economies assign to research as a means to develop future sources of growth.

Source: Basic Science and Technology Statistics, OECD, 1999.

Indicateurs de recherche-développement
Research and Development Indicators

Dépenses de recherche-développement (en milliards de \$ PPA courants)
Research and Development Spending (in billions of current dollars, at PPP)

	1981	1987	1998
Etats-Unis / United States	73,7	129,6	227,9
Royaume-Uni / United Kingdom	11,7	17,3	22,9*
Allemagne / Germany	15,5	25,7	43,2
France / France	11,0	18,3	27,8
Italie / Italy	4,6	9,6	12,8
Pays-Bas / Netherlands	2,5	4,0	7,4*
Corée du Sud / South Korea	nd/na	nd/na	19,4*

* 1997.

→ En niveau, les dépenses de R&D sont les plus importantes aux Etats-Unis et les plus faibles aux Pays-Bas. En Europe, la France est derrière l'Allemagne mais devant le Royaume-Uni, l'Italie et les Pays-Bas.

→ In level terms, R&D spending is highest in the United States and lowest in the Netherlands. In Europe, France ranks after Germany, but ahead of the United Kingdom, Italy, and the Netherlands.

Dépenses de recherche-développement (en % du PIB)
Research and Development Spending
(in % share of GDP)*

	1981	1987	1998
Etats-Unis / United States	4,5	3,1	2,7
Royaume-Uni / United Kingdom	5,8	2,7	2,0*
Allemagne / Germany	3,6	3,1	2,4
France	4,3	2,6	2,3
Italie	3,0	1,5	1,1
Pays-Bas	3,0	2,4	2,2*
Corée du Sud	nd/na	nd/na	2,9*

* 1997.

→ Les dépenses en R&D représentent environ 2 % du PIB en Europe, sauf en Italie où elles sont moitié moins importantes.

→ R&D spending accounts for about 2% of GDP in Europe, with the exception of Italy where it totals half that.

Nombre de brevets déposés dans le pays ⁽¹⁾ (en milliers)
Numbers of Patent Applications Filed, per country ⁽¹⁾ (in thousands)

	1981	1987	1997
Etats-Unis / United States	108,7	133,5	230,3
Royaume-Uni / United Kingdom	62,4	72,7	117,5
Allemagne / Germany	66,9	79,1	134,8
France / France	47,2	60,7	107,4
Italie / Italy	32,0	47,0	79,1*
Pays-Bas / Netherlands	23,8	35,1	87,9
Corée du Sud / South Korea	nd/na	nd/na	114,0*

(1) A la fois par les résidents et les non-résidents.
(1) By both residents and non-residents.

* 1996.

→ Il se dépose plus du double de brevets aux Etats-Unis qu'en Europe. En Europe, l'Allemagne occupe la première place, l'Italie la dernière.

→ More than twice as many patent applications are filed in the United States than are filed in Europe. In Europe, Germany comes in first, Italy, last.

Principaux prélèvements obligatoires

prélèvements

Dans la nomenclature de l'OCDE, le groupe des impôts sur le revenu ou sur les sociétés couvre les impôts prélevés sur le revenu ou sur le bénéfice net (revenu brut déduction faite des abattements autorisés) des personnes physiques et des entreprises. Sont également couverts les impôts prélevés sur les gains en capital des personnes physiques et des entreprises et sur les gains provenant de jeux.

Le groupe des cotisations de sécurité sociale comprend tous les versements obligatoires effectués à des administrations publiques qui fournissent des prestations sociales, calculés sur la base des rémunérations, des salaires ou du nombre des salariés, affectés à la couverture des prestations de sécurité sociale, effectués par les personnes assurées ou leurs employeurs.

Source : Statistiques des recettes publiques, OCDE, édition 1999.

Fiscal and Parafiscal Levies

According to OECD nomenclature, the general category of income tax or corporate tax covers taxes levied on income or net profits (gross income minus allowed deductions) for individuals as well as for businesses. Taxes on capital gains accruing to individuals or businesses are also included, as are gains deriving from gaming.

The social security payments category covers all compulsory payments to public administrations that provide social services which are computed on the basis of remunerations, wages or number of employees, and designed to fund social security services provided, whether such payments are made by the individuals adhering to such schemes or by their employers.

Source: Public Revenue Statistics, OECD, 1999.

Principaux prélèvements obligatoires
Fiscal and Parafiscal Levies

Impôts sur le revenu des personnes physiques (en % du PIB)
Personal Income Tax (% share of GDP)

	1965	1975	1985	1997
Etats-Unis / United States	7,7	9,5	10,2	11,6
Royaume-Uni / United Kingdom	10,1	14,1	9,8	8,8
Allemagne / Germany	8,2	10,8	10,9	8,9
France / France	3,7	4,5	5,7	6,3
Italie / Italy	2,8	4	9,2	11,2
Pays-Bas / Netherlands	9,1	11,6	8,6	6,5
Corée du Sud / South Korea	nd/na	1,3	2,2	3,6

→ L'IRPP culmine en Italie et aux Etats-Unis, à plus de 11 % du PIB en 1996. En Europe, le prélèvement apparaît le plus faible en France et aux Pays-Bas.

→ Personal income tax is highest in Italy and in the US, at over 11% of GDP in 1996. In Europe, France and the Netherlands appear to be the countries where this levy is lowest.

Impôts sur les sociétés (en % du PIB)
Corporate Profit Tax (% share of GDP)

	1965	1975	1985	1997
Etats-Unis / United States	4,0	3,0	2,0	2,8
Royaume-Uni / United Kingdom	1,3	2,2	4,7	4,3
Allemagne / Germany	2,5	1,6	2,3	1,5
France / France	1,8	1,9	2,0	2,6
Italie / Italy	1,8	1,7	3,2	4,2
Pays-Bas / Netherlands	2,6	3,3	3,1	4,4
Corée du Sud / South Korea	nd/na	1,3	1,9	2,2

→ En termes de poids de l'impôt sur les sociétés dans le PIB, la France occupe en 1997 la 2^e place la plus favorable derrière l'Allemagne.

→ In terms of tax burden accounted for by corporate profit taxes, France ranked second best after Germany in 1997.

Cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés (en % du PIB)
Compulsory Social Security Payments by Employees (% share of GDP)

	1965	1975	1985	1997
Etats-Unis / United States	1,2	2,3	2,8	3,1
Royaume-Uni / United Kingdom	2,1	2,4	3,1	2,7
Allemagne / Germany	3,7	5,4	6,0	6,7
France / France	2,3	3,2	5,2	5,5
Italie / Italy	nd/na	2,4	2,3	2,9
Pays-Bas / Netherlands	5,0	7,1	8,7	11,1
Corée du Sud / South Korea	nd/na	0,0	0,0	0,5

→ La France occupe une position intermédiaire entre les bas niveaux observés aux Etats-Unis et au Royaume-Uni et le niveau élevé des Pays-Bas.

→ France's position is between the low levels observed in the US and in the UK, and the high level observed in the Netherlands.

Cotisations de sécurité sociale à la charge de l'employeur (en % du PIB)
Compulsory Social Security Payments by Employers (% share of GDP)

	1965	1975	1985	1997
Etats-Unis / United States	1,8	2,9	3,7	3,7
Royaume-Uni / United Kingdom	2,3	3,9	3,4	3,4
Allemagne / Germany	4,6	6,6	7,2	7,8
France / France	8,7	10,8	12,5	11,4
Italie / Italy	nd/na	9,7	8,6	10,5
Pays-Bas / Netherlands	4,1	7,6	7,8	2,6
Corée du Sud / South Korea	nd/na	0,1	0,2	1,3

→ En revanche, la France affiche le poids des cotisations patronales le plus élevé des sept pays.

→ Conversely, of the seven countries under review, France is the country where employers' contributions are the highest.

Salaire minimum et Taux de syndicalisation

minima sociaux

Les Etats-Unis, la France et les Pays-Bas sont les seuls pays industrialisés où est instauré un salaire minimum au niveau national par le gouvernement et fait l'objet d'une loi d'application. Dans les autres pays, des minima peuvent exister au niveau des branches de l'industrie et des services. En France, le salaire minimum est le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance).

Source : Eurostat, *Minimum wages, A comparative study, 1997 (mise à jour apériodique)*.

Le taux de syndicalisation est la proportion de la main-d'œuvre employée appartenant à une organisation syndicale du travail salarié.

Source : Bureau International du Travail, « *Le travail dans le monde, Relations professionnelles, démocratie et cohésion sociale* », 1997-1998.

Minimum Wage and Unionization Rate

The United States, France, and the Netherlands are the only three countries with a nationally applicable minimum wage, set by government, and subject to law-based implementation. In the other countries, there are on occasion minimums set for given branches of industry or the service sector. In France, the minimum wage is defined as the SMIC (minimum interprofessional growth wage).

Source: Eurostat, *Minimum Wages, A Comparative Study, 1997 (irregularly updated)*.

Unionization rates describe the share of the employed labor force with membership in a workers' trade union.

Source: International Labor Office, "The World of Labor, Industrial Relations, Democracy, and Social Cohesion", 1997-1998.

Salaire minimum et taux de syndicalisation
Minimum Wage and Unionization Rate

Salaire minimum (en % du salaire ouvrier)
Minimum Wage (as a % share
of the average manufacturing wage)

	1970	1980	1995
Etats-Unis / United States	18,4	26,8	32,5
Royaume-Uni / United Kingdom	nd/na	nd/na	nd/na
Allemagne / Germany	nd/na	nd/na	nd/na
France / France	56,8	64,0	58,9
Italie / Italy	nd/na	nd/na	nd/na
Pays-Bas / Netherlands	64,8	53,4	43,7
Corée du Sud / South Korea	nd/na	nd/na	nd/na

→ Aux Etats-Unis, le salaire minimum tend à rattraper le salaire ouvrier, mais n'en représente qu'un tiers en 1995 contre près de 60 % en France.

→ In the United States, the minimum wage is trending towards average wages in manufacturing, but only accounts for one third of the average manufacturing wage in 1995, as against close to 60% in France.

Taux de syndicalisation (%)
Unionization Rate (%)

	1970	1985	1995
Etats-Unis / United States	23	14,2	18
Royaume-Uni / United Kingdom	45	45,5	32,9
Allemagne / Germany	33	35,0 ⁽¹⁾	28,9
France / France	22	14,5	9,1
Italie / Italy	36	47,6	44,1 ⁽²⁾
Pays-Bas / Netherlands	38	28,7	25,6
Corée du Sud / South Korea	nd/na	16,8	12,7

→ Le taux de syndicalisation en France en 1995 est plus faible que dans les autres pays. La France est aussi le pays où ce taux a le plus baissé depuis 1970.

→ In 1995 France had a lower unionization rate than other countries. France is also the country where this rate has most declined since 1970.

(1) 1991 ; (2) 1994.

Dépenses en technologies de l'information, taux de connexion et taux d'équipement

Les dépenses des entreprises privées en technologies de l'information et des communications (TIC) comprennent les dépenses en matériels, services, logiciels, équipements de bureau et télécommunications. Sous le libellé « autres dépenses internes » sont réunies les dépenses intangibles en TIC non comptabilisées ailleurs (exemples : salaires des employés travaillant exclusivement à la gestion et/ou au développement des TIC dans l'entreprise, développement de logiciels en interne, dépréciation du matériel TIC, etc.).

Le taux de connexion est le pourcentage d'ordinateurs personnels reliés à Internet via un modem.

Le taux d'équipement calculé ici est la proportion pour 100 habitants d'ordinateurs personnels achetés par les ménages ou installés dans les établissements scolaires (du primaire, du secondaire et des Universités).

Source : Digital Planet, Worldwide IT Spending by Country, WITSA et IDC (International Data Corporation), édition 1998.

Information Technologies Spending, Connection Rates, and Computer Equipment Rates

Spending by private businesses on information and communications technologies (ICTs) covers spending on hardware, services, software, office equipment, and telecommunications. The 'Other internal spending' item covers ICT intangible spending which is not booked elsewhere (such as wages paid to staff working exclusively in the field of corporate ICT management and/or development, inhouse software development, ICT hardware depreciation, etc.)

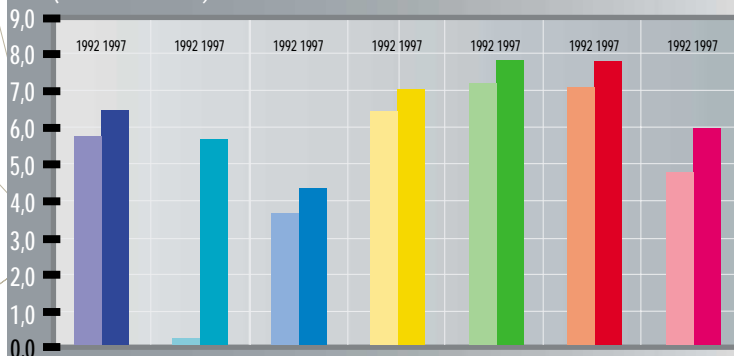
Connection rates describe the percentage share of personal computers connected to the Internet via modems.

Computer equipment rates computed here give numbers of personal computers acquired by households or installed by the education system (in primary and secondary schools, as well as in universities), per one hundred people.

Source: Digital Planet, Worldwide IT Spending by Country, WITSA and IDC (International Data Corporation), 1998.

Dépenses des entreprises privées en technologies de l'information, taux de connexion à Internet et taux d'équipement en ordinateurs
Information Technology Spending by Private Businesses, Internet Connection Rates, and Computer Equipment Rates

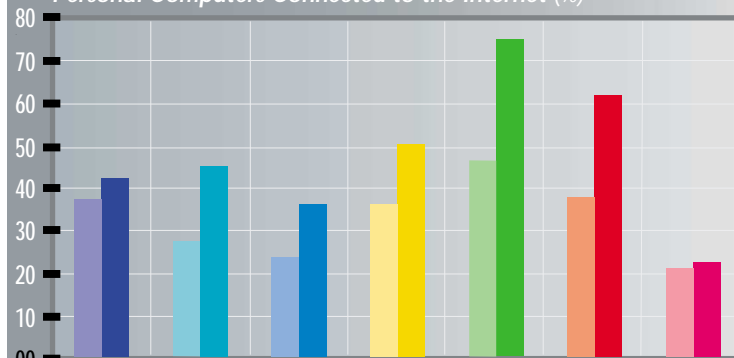
Dépenses des entreprises privées en technologies de l'information (% du PIB)
Business Spending on Information Technologies (% share of GDP)



→ Dans tous les pays, les entreprises ont accru leurs dépenses en TIC entre 1992 et 1997. La France occupe une position médiane en Europe.

→ In all countries, businesses have increased their spending on ICTs between 1992 and 1997. France holds a median position in Europe.

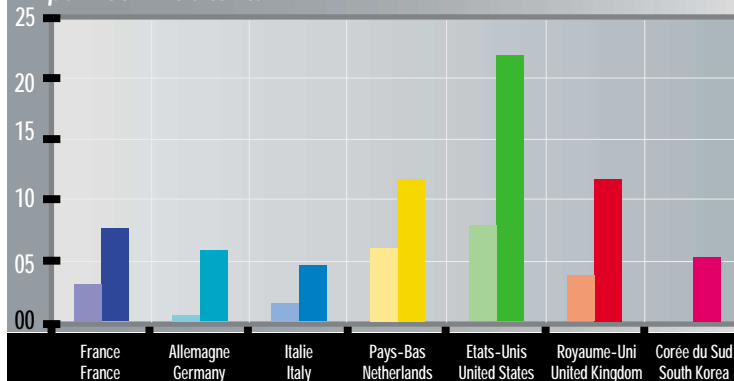
Pourcentage d'ordinateurs personnels connectés à Internet
Personal Computers Connected to the Internet (%)



→ L'accroissement des connexions à Internet a été le plus dynamique aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne. La France est avant-dernière en Europe devant l'Italie.

→ Increases in the number of Internet connections have been the strongest in the United States, the United Kingdom, and Germany. France ranks penultimate in Europe, followed by Italy.

Nombre de PC installés dans les écoles et les foyers pour 100 habitants
Number of PCs Installed in Schools and in Households per 100 inhabitants



→ Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et les Pays-Bas, en tête, creusent l'écart avec les trois autres grands européens.

→ The United States, the United Kingdom, and the Netherlands come in first, with a growing gap separating them from the three other leading European countries.

Dépenses en recherche et développement dans l'industrie et les services de TIC

La R&D industrielle correspond aux activités de R&D menées dans le secteur des entreprises, quelque soit leur source de financement. Le secteur étatique et l'enseignement supérieur réalisent également des travaux de R&D, mais c'est le secteur industriel qui reste le plus lié à la création de nouveaux produits et techniques de production. Les données réunies dans les tableaux ci-contre décrivent les efforts de R&D pour les branches industrielles et des services liées aux TIC (les données sont toutefois lacunaires) :

Classe 30 - Machines de bureau, comptabilité et traitement de l'information ;

Classe 32 - Équipement électronique (radio, TV et communication) ;

Classe 33 - Instruments, optique et horlogerie ;

Classe 64 - Services de communications ;

Classe 72 - Services informatiques et activités connexes.

Le problème de comparabilité internationale des données est résolu en les convertissant en dollars PPA.

Source : R&D dans l'industrie, dépenses et chercheurs, scientifiques et ingénieurs, OCDE 1999 (base ANBERD, données en CITI révision 3).

Research and Development Spending in ICT Industries and Services

Industrial R&D corresponds to R&D activities carried out in the private sector, whatever the source of funding. The state and higher education sectors also do R&D work, but the private sector is nevertheless most closely involved in the development of new products and processes. Data presented in the following tables describe R&D investment for ICT industries and services (data is however incomplete):

Class 30 - Office machines, accounting, and information processing;

Class 32 - Electronics (radio, tv, and communications);

Class 33 - Instrumentation, optical and clock-based;

Class 64 - Communications services;

Class 72 - Computer services and related activities.

International data comparability is made possible by the conversion of amounts into PPP dollars.

Source: R&D in Industry, Spending and Research Staffing (Scientists and Engineers), OECD 1999 (ANBERD base, reference classification CITI Rev 3).

Dépenses en recherche et développement dans l'industrie et les services de TIC
Research and Development Spending in ICT Industries and Services

PPA, millions de dollars, prix courants
PPP, millions of dollars, current prices

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
France / France	4 433	4 537	4 468	4 415	nd/na	nd/na
Allemagne / Germany	nd/na	nd/na	5 313	nd/na	nd/na	nd/na
Italie / Italy	1 655	1 694	1 825	1 864	2 149	2 191
Pays-Bas / Netherlands	nd/na	541	636	716	nd/na	nd/na
Etats-Unis / United States	35 973	38 072	43 945	55 555	nd/na	nd/na
Japon / Japan	14 829	15 511	18 450	20 493	nd/na	nd/na
Royaume-Uni / United Kingdom	3 369	3 214	3 268	3 624	3 537	nd/na

- Les dépenses en R&D augmentent le plus fortement aux Etats-Unis, aux Pays-Bas et au Japon. En France, elles ont baissé en 1995 et 1996.
- R&D spending has increased most in the United States, in the Netherlands, and in Japan. In France, it dropped in 1995 and 1996.

Poids dans le PIB (pour mille)
Share in GDP (per thousands)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
France / France	3,5	3,4	2,9	2,8	nd/na	nd/na
Allemagne / Germany	nd/na	nd/na	2,2	nd/na	nd/na	nd/na
Italie / Italy	1,7	1,7	1,7	1,6	1,9	1,8
Pays-Bas / Netherlands	nd/na	1,5	1,5	1,7	nd/na	nd/na
Etats-Unis / United States	5,4	5,4	5,9	7,1	nd/na	nd/na
Japon / Japan	3,5	3,3	3,6	4,5	nd/na	nd/na
Royaume-Uni / United Kingdom	3,5	3,1	2,9	3,1	2,7	nd/na

- Malgré cette tendance à la baisse, la R&D dans les TIC en France a un poids équivalent dans l'économie à ce qu'on observe au Royaume-Uni, leader des pays européens.
- Despite this downward trend, R&D spending in ICTs in France accounts for a share of GDP comparable to that observed in the United Kingdom, the European leader in this field.

Part dans le total manufacturier + services (%)
Share in Total Manufacturing + Services (%)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
France / France	28,5	29,0	27,6	27,3	nd/na	nd/na
Allemagne / Germany	nd/na	nd/na	20,7	nd/na	nd/na	nd/na
Italie / Italy	27,7	29,0	30,7	29,6	31,2	30,4
Pays-Bas / Netherlands	nd/na	18,9	20,0	20,7	nd/na	nd/na
Etats-Unis / United States	30,6	31,8	33,3	38,4	nd/na	nd/na
Japon / Japan	30,8	31,9	33,4	34,3	nd/na	nd/na
Royaume-Uni / United Kingdom	24,7	23,4	24,0	25,6	24,5	nd/na

- L'Italie, la France et le Royaume-Uni forment un groupe homogène, loin derrière les Etats-Unis et le Japon.
- Italy, France, and the United Kingdom make up a homogeneous group, lagging far behind the United States and Japan.

Recettes des opérateurs publics de télécommunications (OPT)

En 1997, les principaux OPT ayant leur siège dans les pays de l'OCDE ont dégagé 638 milliards de dollars de recettes. Ce chiffre englobe toutefois des recettes provenant de l'extérieur de la zone de l'OCDE et une part de double comptage du fait d'investissements interentreprises. Le total des recettes des OPT des pays figurés sur le premier graphique page ci-contre représente 63,6 % de ces recettes mondiales. Les Etats-Unis en représentent à eux seuls 40,3 %, l'ensemble des grands pays européens 21,9 % et la Corée 1,4 %.

Source : Perspectives des communications de l'OCDE, 1999.

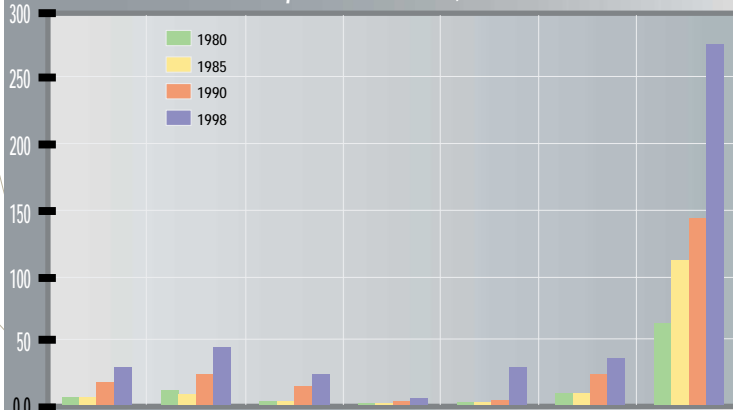
Public Telecom Operators' Income

In 1997, leading public telecom operators headquartered in OECD countries had income of 638 billion dollars. This figure however includes income from areas outside the OECD and includes some double counting due to intercompany investment. The total income made by these operators in the countries covered by the first graph presented on the following page accounts for 63.6% of world income for this activity. The United States alone accounts for 40.3% of this total, while the group of leading European countries accounts for 21.9%, and Korea, for 1.4%.

Source: OECD Communications Outlook, 1999.

Recettes des opérateurs publics de télécommunications (OPT)
 Public Telecom Operators' Income

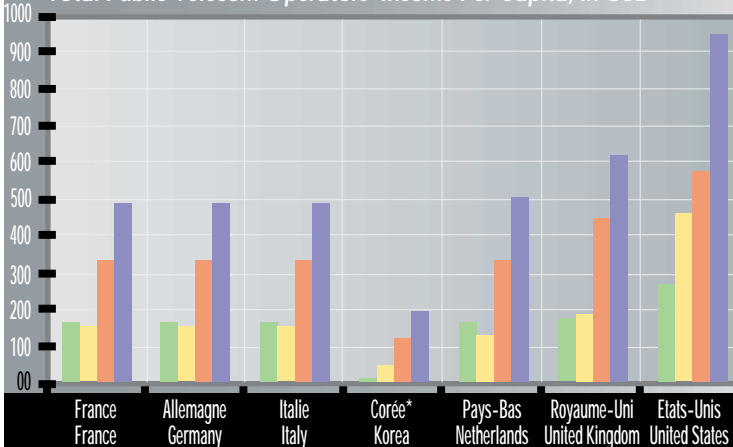
Recettes totales des OPT en millions de dollars
 Total Public Telecom Operators' Income, in millions of USD



Recettes totales des OPT en % du PIB
 Total Public Telecom Operators' Income, as a percentage share of GDP



Recettes totales des OPT par habitant, en dollars
 Total Public Telecom Operators' Income Per Capita, in USD



→ Les recettes des OPT aux Etats-Unis enregistrent la plus forte progression dans le monde.

→ Public telecom operators' income rose fastest of all in the United States.

→ En termes de poids dans le PIB, la progression des recettes des OPT coréens est significative. Les grands de l'OCDE forment un groupe homogène avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni en tête.

→ In terms of GDP share, Korean public telecom operators are quite significant. The leading OECD countries make up a homogeneous group, led by the United States and the United Kingdom.

→ Par habitant toutefois, les recettes des OPT sont plus de la moitié moindres en Corée que dans les grands pays de l'OCDE.

→ When compared on a per capita basis, public telecom operator income in Korea is however less than half of what it is in the leading OECD countries.

Conception graphique, mise en page et impression
bialec, nancy
Dépôt légal n° 52541 - janvier 2001